



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

ISSN 0026-9433

2€

« Le courage l'emporte sur le nombre. »

Proverbe kurde



# Kobané vivra





« J'aime l'entreprise. » Au cours de ses voyages à l'étranger, notre Premier ministre ne perd pas une occasion d'étaler ses talents de polyglotte: après nous l'avoir dit en français, il est parti à Berlin rassurer la classe dirigeante allemande dans la langue de Goethe: « Ich mag die unthernehmen. » Il y a une dizaine de jours il était à Londres devant un parterre de représentants de la City pour lancer dans la langue de Shakespeare: « My government is pro-business. » Inutile de dire que « Power to the people » c'est pas au programme. Le social(?)-libéralisme décomplexé de Valls n'en finit pas de s'affirmer. Encore un effort et il doublera Sarkozy sur sa droite. Pauvre petit peuple de gauche qui a voté Hollande il y a deux ans et qui se demande toujours quand la politique de droite cessera d'être celle du pouvoir ! Nous craignons que ce ne soit pas pour demain, ni même après-demain, tant la gestion « efficace » du capitalisme est devenue l'obsession de nos socialistes bon teint qui n'en finissent pas de donner des gages de bonne conduite libérale à la classe possédante. Valls n'a pas l'intention de changer de cap ni de cesser de clamer dans toutes les langues son amour du patronat (pardon, de l'entreprise en novlangue gouvernementale). L'entreprise? C'est avant tout des travailleurs qui produisent des richesses accaparées par des dirigeants et actionnaires chaque jour plus avides. Il est plus que temps de rappeler à ces derniers que, s'ils ont besoin de nous et de notre force de travail, nous, nous n'avons pas besoin d'eux et de leur arrogance.

## International

**Des armes pour les Kurdes**, par Anarchistes solidaires, page 3

## Actualité

**Manif pour tous et néoréacs**, par Daniel, page 4

**Une rentrée de galère**, par Fred, page 5

**Météo syndicale**, par J.-P. Germain, page 6

**Billet d'humeur**, par J.-M. Raynaud et T. Rosell., page 7

**Lutte à l'hôpital psychiatrique de Caen**, par J. M.-H., page 8

## Arguments

**Je n'aime pas l'entreprise**, par M. Rasjsfus, page 10

**Analyse de la théorie du privilège**, par la F.A. britannique, page 13

**Religion, agnostisme et anarchie**, par P. Corcuff, page 19

## À lire

**Sur Textes politiques de A. Bellegarigue**, par A. Bernard, page 21

## Communiqué

**En soutien à la défense de Kobané**, par F.A., page 21

## Illustrations

**Krokaga**

### Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n<sup>os</sup> hebdos, 1 n<sup>o</sup> hors série

6 mois, 18 n<sup>os</sup> hebdos, 2/3 n<sup>os</sup> hors série

1 an, 35 n<sup>os</sup> hebdos, 5/6 n<sup>os</sup> hors série

### France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# Des armes pour la résistance kurde !

DEPUIS PRÈS de trois semaines, les combattants des Unités de défense du peuple – qui ne sont pas exclusivement kurdes – (YPG) et des femmes (YPJ) résistent à l'offensive militaire des djihadistes de l'État islamique (EI), avec des effectifs et un armement inférieurs, ils défendent la ville de Kobané avec un courage et une détermination qui forcent le respect. Malheureusement, ces soutiens et renforts sont loin d'être suffisants. L'assaut des djihadistes sur Kobané bénéficie en effet du fait que la Turquie a verrouillé la frontière et déployé sa police et son armée pour bloquer les renforts, les acheminements en armes et en ressources humanitaires. Aujourd'hui, les djihadistes sont dans la ville. C'est là le résultat tragique de la montée en puissance de l'entité appelée EI, elle-même conséquence de l'effondrement du régime irakien, provoqué par des années de discrimination des sunnites par un gouvernement soutenu sans faille par Obama, des armes déversées aveuglément en Syrie notamment par les états-Unis, mais aussi du soutien apporté par les pétromonarchies du golfe Persique et la Turquie aux divers mouvements armés de l'islam politique en Syrie comme en Irak. Sans compter le million de dollars que la vente du pétrole des puits qu'il contrôle permet à l'EI d'encaisser chaque jour.

La Turquie, loin de venir en aide aux populations menacées par l'avancée de l'EI, fait tout pour affaiblir ou liquider la résistance kurde, qui à ses yeux risquerait de renforcer le poids des Kurdes dans la région, des Kurdes à qui, chez elle, elle a toujours refusé l'autonomie. Après s'être donné un cadre légal pour une intervention terrestre visant « tous les groupes terroristes » présents en Syrie et en Irak, elle conditionne désormais son entrée dans la coalition internationale à la création d'une zone tampon sur le côté syrien de la frontière, placée sous son autorité, prétexte à une occupation de fait des trois cantons qui forment le Rojava. En soutenant cette proposition que les Kurdes refusent, Hollande choisit, par pur opportunisme géopolitique, la pire des solutions pour la résistance kurde.

En effet, la coalition, qui prétend travailler à éliminer les djihadistes, dirigée par les États-Unis et à laquelle l'État français s'est rallié, ne peut ignorer que, pour vaincre l'EI, des frappes de drones et de missiles ne peuvent suffire, qu'il faut absolument financer et armer ceux qui se battent sur le terrain. À savoir, en l'occurrence, les Kurdes. En Syrie comme en Irak, où au mois d'août dernier ils



sont intervenus pour sauver des milliers de Yézidis réfugiés dans les monts de Sinjar, ce sont les mouvements révolutionnaires kurdes qui sont en première ligne. Mais le problème, c'est qu'ils le font à leur manière : loin de faire la moindre confiance aux États et aux régimes en place, ils poussent et aident les populations de cette vaste région, kurdes et autres, à se battre, à s'autodéfendre, à s'armer militairement et politiquement, à compter d'abord sur leurs capacités de mobilisation pour protéger leur territoire. Cette invitation à l'autodétermination et à l'organisation autonome contient un redoutable parfum de liberté, une menace de sécession et d'insubordination, de rupture dans les relations de pouvoir établies (clientélisme, corruption, patriarcat, obéissance à des systèmes de croyances et de transcendances extra-sociales). Et c'est de cela que la coalition arabo-occidentale ne veut pas.

Pour nous, au contraire, cette « menace »-là, c'est notre espoir. L'espoir de voir enfin

sortir du chaos moyen-oriental une force susceptible de combattre à la fois l'obscurantisme religieux et l'option militaire qui, depuis des décennies, sont le lot des populations de la région. L'espoir de voir renaître des mouvements de résistance aux pouvoirs établis, porteurs d'émancipation. Déjà, l'offensive de l'EI à Kobané a provoqué une formidable mobilisation des Kurdes en Turquie (violemment réprimée : 22 morts annoncés) et dans la diaspora : manifestations dans des villes d'Europe, rassemblements de milliers de personnes sur la frontière, infiltration de plusieurs centaines de volontaires pour défendre la ville. De notre côté, nous pouvons et nous devons nous mobiliser pour apporter un soutien clair à ces mouvements de résistance, en relayant leurs revendications et en aidant à l'expression des forces d'émancipation dont ils sont porteurs.

**Anarchistes solidaires  
de la résistance du Rojava Kurdistan**

# Savoir se situer

## Manif pour tous et néoréacs

**EN AMONT** des manifestations du 5 octobre des partisans de la Manif pour tous, un événement préparatoire est passé relativement inaperçu. Il s'agissait de la deuxième université d'été de ce mouvement, qui a eu lieu à Palavas (Hérault) du 12 au 14 septembre. Sous la houlette de leur présidente Ludivine Dutheil de la Rochère, 300 hommes et femmes avaient fait le déplacement. Cette rencontre devait aborder les aspects liés aux mobilisations à venir, tant que sur le fond que sur la forme. Des ateliers (« gestion de projet » ou « relations presse et média training ») étaient proposés afin d'optimiser la présence des militants sur le terrain. D'autres ateliers abordaient le contenu idéologique de leur mouvement : « Proposer un nouveau féminisme », « Nos limites/No limit : vers une écologie intégrale ? », ou encore « Le gender contre les normes ».

Étant donné qu'aucun envoyé spécial du *Monde libertaire* ne voulait se libérer pour assister à ces journées, c'est à la lecture des rares supports de presse ayant relaté l'événement<sup>1</sup> que nous allons nous fier. Le blog du *Nouvel Observateur* et un journaliste du quotidien régional *Midi Libre* ont ainsi pu décrire ce qu'ils avaient constaté. Les discours servis par les intervenants sont fréquemment bâtis sur des exagérations béantes, des arguments pris à leurs opposants et caricaturés ou déformés pour les rendre plus anxiogènes. Les interprétations et la subjectivité sont fréquemment utilisées pour mieux dénaturer le débat, pour le plus grand plaisir de ce public venu de toute la France<sup>2</sup>.

Bien plus inquiétantes sont les tonalités des débats abordés et particulièrement les références qui sont parfois brandies. S'il ne fait pas de doutes qu'un moralisme chrétien affleure dans les arguments servis aux militants, il faut relever aussi que des discussions s'engagent dont les accents devraient nous interpellier. Ainsi, la critique du libéralisme, de l'argent roi et des technologies est-elle faite pour tenter de déborder des frontières sociologiques et politiques de ce mouvement. Elle s'accompagne d'une appropriation d'un vocabulaire parfois utilisé chez les progressistes, voire chez les libertaires : « Nous disons non à la marchandisation du vivant » par exemple. Parmi les références philosophiques brandies au cours du week-end par les leaders de ce mouvement, on trouve Jean-Claude Michéa (pour sa critique du progressisme) ou bien Jacques Ellul, deux penseurs pourtant ancrés dans la pensée progressiste radicale ou chez les anarchistes.



### Toutes les critiques ne se valent pas

Les processus à l'œuvre aujourd'hui à l'extrême droite doivent nous interpellier. Dans les différentes sensibilités qui s'expriment de nos jours, on trouve des pratiques communes comme le « brouillage idéologique » qui a recours à des références ou des appropriations langagières ou historiques qui empruntent fréquemment à différentes traditions politiques, anarchisme compris. Ce qui concourt à embrouiller les débats et à rendre difficile le positionnement de tout un chacun sur des questions tant éthiques que stratégiques. Au final, cette stratégie entend amener une légitimation des concepts proposés au moyen de références anciennes et plurielles, et de retournements de concepts. Cette situation amène nécessairement des réponses de notre part.

Aujourd'hui, la circulation des idées et des sentiments nationalistes, antiféministes, homophobes, néoconservateurs... prend de la consistance. À moins de conforter les stratégies des nouveaux réacs dans leur sédimentation idéologique, il nous appartient de bien réfléchir à formuler des critiques politiques ou des mots d'ordre clairs, inaliénables par eux, qui sont si prompts à recycler ce qui conforte leurs discours. Les questions de l'écologie ou de la critique du productivisme, des nouvelles technologies aliénantes ou du néolibéralisme font l'objet d'une stratégie en

forme de hold-up de la part des idéologues réactionnaires, et de leurs mouvements. Ainsi, développer une critique du néolibéralisme sans préciser les finalités radicalement émancipatrices de notre opposition à cette nouvelle étape (dernière ?) du capitalisme, devient une faute. Nous ne devons jamais hurler avec les loups, puisque nous serons parmi les prochaines victimes de leur appétit carnassier.

Le prix à payer pour nous va être d'exiger un effort important dans le mouvement anarchiste pour réenclencher un examen de ses ressources et de ses aspirations, en les adaptant à la conjoncture politique et sociale en cours. Notre objectif est une société qui tende à s'émanciper des aliénations qu'elles soient sociales ou sociales, et sur ce long chemin, il n'y a pas de place pour la complaisance à l'égard des conceptions nationalistes, familia-ristes, homophobes, ou naturalistes.

**Daniel**

*Groupe Gard-Vaucluse  
de la Fédération anarchiste*

1. La presse n'était pas la bienvenue dans les ateliers et débats.

2. Ces mécanismes trompeurs sont décryptés précisément dans *Les années trente reviennent et la gauche est dans le brouillard*, éd. Textuel, par Ph. Corcuff et dans *Vers l'extrême* de Luc Boltanski et Arnaud Esquerre, éd. Dehors.

# Une rentrée de galère !

UN MOIS APRÈS la rentrée scolaire, il peut être intéressant de faire un rapide bilan. Najat Vallaud-Belkacem est aux commandes et s'inscrit dans le chemin tracé par ses prédécesseurs. Si nous saluons sa volonté de faire de l'égalité filles-garçons un axe important de sa politique. Nous nous rappelons aussi qu'elle a accepté la capitulation du gouvernement qui avait retiré les ABC de l'égalité face à la grogne des partis réactionnaires et des intégristes religieux.

## La question des rythmes

Depuis la rentrée des classes, les élèves et les personnels vivent un rythme de fou. Les enseignants souffrent de ce changement de rythme car, à ces cinq journées de cours, s'ajoutent les APC (activités pédagogiques complémentaires – une heure/semaine). Ces APC sont la suite des heures de soutien censées venir en aide aux élèves en difficulté, en leur ajoutant des heures d'école après l'école. Ceux que l'on appelait les « punis du soir ». En effet, pour « aider » les élèves en difficulté, on alourdissait leur journée d'école et au détruisait les RASED (Réseaux d'aide spécialisée) qui intervenait durant les heures de classe avec de petits groupes.

Ensuite, il faut ajouter les diverses réunions institutionnelles obligatoires (non-payées) et les réunions avec les parents (non-comptabilisées donc non-payées). Il faut aussi préparer sa classe et, quand le temps le permet, vivre pour soi, se reposer un peu.

Du côté des enfants, rien n'a vraiment changé. Des élèves viennent toujours aux services de garderie à partir de 7h30, tous font leur journée de classe, certains mangent à la cantine, restent aux APC ou aux TAP (temps d'activité périscolaire) pris en charge par les municipalités – quand il y en a, restent à la garderie du soir jusqu'à 18h. On voit que la réforme des rythmes scolaires est loin d'avoir allégé les journées de classe des élèves. En règle générale, les trois heures supplémentaires du mercredi matin ont été compensées par quatre fois 3 quart d'heures dans la semaine. Les élèves finissent donc à 15h45. Oui, mais les parents travaillent et ils ne vont pas se payer une nourrice pour tous les jours de la semaine. Les enfants restent donc à l'école. Dans ces conditions, seuls ceux dont les parents ne travaillent pas ont la possibilité de sortir plus tôt. Ce sont souvent des familles au chômage, donc des familles pour lesquelles cette « aide » aurait pu être bénéfique, en tous cas pour lesquelles elle était soi-disant prévue. On le voit, rien de bon ne sort de cette réforme.

La seule mesure de Benoît Hamon a été de permettre de regrouper les 3 heures d'APC sur une même demi-journée. Dans ce cas, la plupart des écoles ont choisi d'arrêter les cours le ven-

dredi midi et de laisser le vendredi après-midi aux activités, ce qui ne va pas sans poser de problème pour les familles.

Personne ne sort gagnant de cette réforme. Les élèves ont les mêmes journées de dingue, les programmes sont les mêmes, les enseignants sont sous pression et doivent toujours faire plus avec moins de temps et de moyens.

## La question des personnels

Les TAP, pris en charge par les municipalités, posent aussi de nombreux problèmes. Toutes ont des difficultés de recrutement et de formation. Comment trouver des personnes formées pour travailler sur des créneaux découpés ? 1 heure de garderie le matin, 1h30 sur la pause méridienne, ¾ d'heure de soir, 1h30 de garderie le soir, etc. sans compter que le salaire n'est pas élevé. Les étudiants ont d'autres choses à faire et les villes qui ne sont pas des villes universitaires ont de réels soucis de recrutement. Ne parlons pas des villages où s'ajoute la question des transports scolaires. Dans de nombreuses villes, les TAP sont de la garderie, les enfants jouant dans la cour, en dehors de tout cadre de sécurité. Il manque tellement de personnels que les enfants sont à la garde des quelques adultes recrutés, parfois de parents ou grands-parents bénévoles, de militants associatifs plus ou moins rémunérés, voire de certains enseignants qui refusent de laisser leurs élèves sans surveillance adéquate (et cela sans être payés bien entendu). Certaines municipalités ont redéployé leurs moyens, en clair ont changé les missions de leurs personnels, afin de pouvoir répondre à la loi. Et c'est sans doute là le point principal, peu importe le contenu et le projet pédagogique. L'important est d'être dans le cadre de la loi !

Du côté des enseignants, ceux-ci ont vu leur temps de service s'allonger. En effet, de la fin des cours (15h45) à la mise en route de TAP ou APC, les enfants ont « droit » à 5 minutes de pause pour pouvoir goûter. Sur ce temps, ils sont surveillés par les enseignants. Ces 5 minutes s'ajoutent aux 10 minutes pour l'accueil du matin et du soir. C'est donc 1h30 par semaine de service non-rémunéré qui s'ajoutent à la charge des personnels enseignants. Le SNU-ipp, principal syndicat enseignant, a estimé à 54h ce travail non-payé, soit 1 350 € par an. Un bon treizième mois tout simplement volé !

## Du côté de la formation

Cette année voit se chevaucher diverses catégories de personnels enseignants. Celles de l'époque Darcos, qui n'ont bénéficié d'aucune formation au métier d'enseignant. Celles qui étaient en cours de formation quand la réforme des Écoles supérieures du professorat et de l'éducation, ex-IUFM s'est mise en place. Et

enfin celles et ceux qui entrent en formation dans ces ESPE.

Tout d'abord, la formation et le statut des enseignants a été à ce point cassé, que les candidats manquent et que des centaines de postes ne sont pas pourvus, ce qui conduit Pôle emploi à recruter des vacataires, nouveaux précaires de l'Éducation nationale. Celles et ceux qui sont en formation doivent, en même temps, réussir leur master, faire des stages, rédiger un mémoire et réussir leur concours. Autant dire qu'ils seront bien préparés au rythme de fou qui les attend. Or, de nombreux étudiants échouent au concours et les institutions se posent la question de leur devenir. Nous sommes vraiment dans des comptes d'apothicaires en nombre légal d'heures de formation à dispenser. Là encore, il s'agit d'être dans le cadre de la loi afin qu'aucun étudiant ne puisse venir contester son défaut de formation. Pour ce qui est du contenu et du projet pédagogique, on repassera plus tard.

Les étudiants qui auront échoué au concours pourront alors être recrutés comme vacataires par l'Éducation nationale ou Pôle emploi. En clair, vous n'êtes pas assez bon pour entrer en formation d'enseignant mais vous pouvez prendre une classe pendant une année en tant que bouche-trou. Car là encore, ce qui prime c'est de pouvoir mettre un adulte en face de chaque classe, d'être dans le cadre de la loi.

## Et puis...

D'autres « chantiers-métier » sont en cours au sein du ministère, notamment au sujet des salaires des enseignants du premier degré. Toujours d'après le SNU-ipp, après 15 ans de service, un enseignant du premier degré (Professeur des écoles) à 75 %, travaillent 18h devant élèves et gagnent 1 625 €/mois. Un enseignant du second degré (Professeur de collèges et lycées) à 100 %, travaillent 18h devant les élèves et gagnent 2 416 €/mois.

La question de l'enseignement spécialisé est aussi en discussion. Celle de l'enseignement prioritaire, la question des AVS-EVS et de leur CDIisation, de leur formation, etc. L'avenir des lycées professionnels est aussi en danger.

La liste est encore longue et les combats à mener seront durs face à un gouvernement qui a choisi le camp du patronat. Pour cela, une riposte syndicale radicale s'impose. Les anarchistes, fortement investis dans le secteur éducatif, ont toute leur place à prendre afin de reconstruire une école pour le bien-être de chacun.

Fred

Groupe Proudhon  
de la Fédération anarchiste

## Chroniques de la guerre sociale

### Manif pour tous

La Manif pour tous ... Les conservateurs et réactionnaires ont mobilisé des dizaines de milliers de personnes (70 000 ?) opposées hier au mariage pour tous et aujourd'hui à la GPA et à la PMA. Ça fait beaucoup de monde (encore trop), mais moins qu'en début d'année (100 000) et qu'il y a un an et demi (350 000). Ce mouvement « apolitique » rassemble toujours des personnalités se déclarant sans idées préconçues, neutres et apolitiques, comme la super « apolitique » Christine Boutin, et les non moins « apolitiques » UMP Hervé Mariton et Laurent Wauquiez and Co. Quant aux « apolitiques d'extrême droite » on vous en épargnera la liste décidément trop longue.

### En direct du Vatican

Pendant qu'en France les réacs de tout poil se retrouvaient à la Manif pour tous, au Vatican s'ouvrait le même jour un synode extraordinaire sur la famille dont l'objectif est de dégager des solutions permettant d'accueillir dans l'Église les brebis égarées dans les méandres de l'union libre, du divorce, de la famille recomposée, de l'homosexualité ... Le Vatican toujours en avance sur son temps !

### Faire-part de décès

Haïti : la semaine dernière, nous avons eu « l'immense douleur » d'apprendre le décès de Jean-Claude Duvalier des suites d'une crise cardiaque. Jean-Claude Duvalier, plus connu sous le nom de Bébé Doc, fils de son père François (Papa Doc) et comme lui « président à vie », avait fini par être renversé par une révolte populaire. S'en était suivi un exil de vingt-cinq ans en France. Exil plus que doré sur la Côte d'Azur, avant de revenir en Haïti pour s'installer dans un quartier huppé sur les hauteurs de Port-au-Prince où il a terminé sa vie. Oui, immense douleur pour nous de voir une fois de plus un dictateur mourir tranquillement dans son lit en échappant à toute justice pour ses exactions (arrestations illégales et emprisonnements arbitraires de ses opposants, tortures, assassinats, sans oublier les détournements de fonds).

# Météo syndicale



**IL Y A DES MOMENTS** comme ça. On tombe sur des trésors enfouis. Bon, faut pas exagérer, mais enfin... On croit tomber sur des œuvres cachées de sa fille et on découvre des exemplaires de journaux des années 1980. Des ultimes exemplaires du *Matin* et des vieux *Libération* ça vous tape sur les souvenirs...

Ainsi les « confidences » d'Edmond Maire<sup>1</sup> tout juste ancien secrétaire de la CFDT. Un peu d'histoire... En 1971, Edmond Maire est élu secrétaire général de la CFDT. Il restera l'un des dirigeants ayant le plus marqué l'histoire de la centrale syndicale. Il laisse sa place à Jean Kaspar en 1988. C'était en 1964 que sous l'influence d'Eugène Descamps la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) devient la CFDT (Confédération française démocratique du travail). C'est pendant ce que d'aucuns ont appelé « les événements de la fin des années 1960 » que la centrale défroquée prendra son envol... Laissant la bride sur le cou aux aspirations libertaires de mai 1968, la CFDT se déclara même de l'héritage de l'anarchosyndicalisme ! Un recentrage dans les années 1970, la chasse aux moutons noirs et la parenthèse était fermée. Après avoir salué frénétiquement l'arrivée du PS aux rênes de l'État, Edmond Maire mettra un peu de critiques dans ses propos. Ainsi, dans *Libération* du 24 février 1988, l'ancien militant autogestionnaire pouvait déclarer : « Nous sommes passés d'un excès de programmes et de promesses, tant en 1981 qu'en 1986, notamment sur l'emploi, à un vide de proposition. » Avec en titre : « Maire renvoie

dos à dos la gauche et la droite » ! Mauroy, Fabius et Chirac, tous dans le même sac. Il craignait la remise en cause de la Sécurité sociale, du smic...

Aujourd'hui le feu est au lac et les diverses manifestations prévues auront-elles l'effet escompté dans les états-majors syndicaux ?

Pendant ce temps la mobilisation des travailleuses du salon de coiffure du 57, boulevard de Strasbourg à Paris dans le X<sup>e</sup> arrondissement se poursuit. L'UD CGT parisienne, des militants du PC, entre autres, soutiennent la lutte de ces sans-papiers. Face à la mairie, aux pouvoirs publics « insouciants », est-ce que ça fera la rue Michel ? On verra bien si le syndicalisme est à la hauteur...

**Jean-Pierre Germain**

groupe Salvador-Segui  
de la Fédération anarchiste

1. Le hasard a voulu que Edmond Maire et Henri Krasucki achètent leur journal au même kiosque dans l'Est parisien. Le camarade qui tenait ce point de diffusion de presse avait même rêvé d'une rencontre fortuite entre les deux dinosaures du syndicalisme ! Les horaires d'achat n'ont pas exaucé ce vœu !

## La vie de palace

Hôtellerie : le Royal Monceau a été rénové : un an de travaux aussi gigantesques que coûteux pour récupérer son statut de « palace » justifiant le prix de la nuit pouvant atteindre 25 000 euros. Quelque quatre-vingt employés (équipiers, cuisiniers et femmes de chambre) se sont mis en grève illimitée pour obtenir l'amélioration de leurs conditions de travail et une augmentation de leurs salaires (qui plafonnent à 1400 euros) ; et pourquoi pas dormir sur place tant qu'ils y sont ? Dans une suite toute simple à 25 000 euros par exemple ? C'est ce qu'a dû se dire la direction qui leur propose royalement (Monceau ?) une splendide augmentation de 1,8% (soit environ vingt euros par mois). Et oui, l'Émirat du Qatar - propriétaire du palace - a les moyens mais faudrait pas pousser ! Il ne peut pas faire face à la fois au paiement des salaires des employés du Royal Monceau, et à celui des joueurs du PSG. il y a des priorités dans la vie !

## D'un squat à l'autre

La Cantine des Pyrénées – espace de solidarité – fonctionnait depuis fin 2012. Expulsables depuis septembre 2013, les occupants ont été délogés le 11 août dernier. Exit les repas pour tous, l'entraide pour les sans-papiers, les mal-logés, les distributions de vêtements, les cours de français ... Place aux spéculateurs et promoteurs. En réponse à ces derniers, le 4 octobre dans la foulée de la manifestation de soutien à La Cantine, le rez-de-chaussée (vide) d'un autre immeuble du même quartier a été occupé (35, rue Piat), propriété celui-là de la Ville de Paris (RIVP). Re-intervention des forces de l'ordre, et re-expulsion des occupants. La lutte ne s'arrêtera pas là. Ici comme ailleurs : on nous chasse par la porte ... nous reviendrons par la fenêtre.

## Toujours quelque chose à dire

Et cette fois c'est dans les colonnes du *Parisien* qu'il s'épanche : l'ex-président de la république, Valéry Giscard d'Estaing en est convaincu, « La France est dans une situation intermédiaire entre le déclin et la décadence. Son système politique des trente dernières années est en train de se défaire ». Trente dernières années ? C'est-à-dire peu après qu'il ait été prié de faire ses valises et quitter l'Élysée. Bref, après lui le déluge, le chaos etc. Toujours aussi modeste le Valéry.

# Billet d'humeur

## Cinq camarades, après avoir été emprisonnés plusieurs mois et années, attendent d'être jugés depuis... dix ans !

**SALIES-DE-BÉARN** (et alentour), le 3 octobre 2004. Plusieurs centaines d'encagoulés de la police anti-terroriste de France et d'Espagne arrêtent, au saut du lit, Mikel Albizu (Antza) et Marixol Iparagirre (Anbot), deux dirigeants historiques d'ETA, et une vingtaine de personnes<sup>1</sup>.

Péio Serbielle, qui chante la non-violence, fera seize mois de prison « préventive » pour avoir, comme son père, résisté, et comme tous les Basques depuis la nuit des temps, ouvert, de temps à autre, sa porte à des camarades sans leur demander qui ils étaient. Maryse et Didier, agriculteurs, nos amis très chers, feront six mois de prison pour avoir loué un bout de maison à des locataires tellement louches qu'ils avaient scolarisé leur fils à l'école (catholique) du village et participaient régulièrement aux réunions de parents d'élèves. Le frère de Didier écoperait du même tarif pour les mêmes raisons. Jean-François Lefort, ancien porte-parole du comité de soutien aux prisonniers basques, fera plus de deux ans au motif d'avoir présenté Mikel et Marixol à Maryse et Didier qui, bêtement, recherchaient des locataires.

Fin 2010, nos désormais amis Mikel et Marixol (par-delà des divergences politiques de fond qui s'estompent nous nous sommes découvert dans l'éducation collective d'un enfant que nous aimons tous) ont pris vingt ans avec quinze ans de peine incompressible. Avant, à l'issue de leur peine en France, d'être extradés en Espagne où ils vont prendre... sept-cents ans.

Péio, Maryse, Didier, son frère et Jean-Marie ont été remis en « liberté » après leur emprisonnement. En « liberté », mon cul ! On leur a piqué leurs papiers, ils sont interdits de sortie du territoire et ils doivent pointer toutes les semaines au commissariat. Tout cela, en attendant d'être jugés, car pour l'heure, soit dix ans après, ils ne le sont toujours pas.

Il y a quelques années, la Cour de Justice européenne, un nid de gauchistes bien connu, a décrété que dès lors que l'on était inculpé (de quoi que ce soit), on devait être jugé dans un délai maximum de cinq ans. Ce qui laisse quand même du temps à l'instruction. La France est régulièrement condamnée à ce propos, à des amendes. Elle les paye, mais continue.

## Mais pourquoi ?

Dans ce dossier, comme dans beaucoup d'autres, il n'y a rien qui justifie des mois et des années d'emprisonnement préventif. Un procès démontrerait cela. Intolérable pour la police et la justice anti terroriste qui estiment avoir TOUS les droits !

Les avocats de nos camarades se sont, enfin, décidé à en appeler à la Cour de Justice européenne. C'est beau comme du Rimbaud ! Les camarades de Tarnac, qui étaient dans la même situation, ont décidé de s'affranchir de tout cela. Ils ont notifié à la « Justice » qu'ils refusaient tous ces contrôles et que, si pas contents, qu'on les remette en prison. Le chien policier a fait le gentil chien. Coucouche panier ! Ils ne sont toujours pas jugés, mais, du moins, on ne leur casse plus les couilles !

Une note d'humour, pour conclure. La nouvelle commissaire principale de Bayonne, lassée de mobiliser plusieurs de ses hommes chaque semaine pour faire la paperasse des pointages, a écrit à la juge anti terroriste Levert que ça suffisait comme ça et qu'elle avait autorisé les inculpés à ne plus venir pointer. Pas de réponse.

C'était notre rubrique, quand le flic ordinaire trouve que trop c'est trop, l'anti terrorisme a du mourron à se faire.

Jean-Marc Raynaud et Thyde Rosell

1. Thyde Rosell et moi-même avons été arrêtés par la police anti terroriste un mois plus tard. Motif : avoir, six ans auparavant, et pendant trois ans, scolarisé (à l'école libertaire Bonaventure) et hébergé (chez nous) le fils de Mikel et Marixol. Paroles de flics : « En vous occupant de cet enfant, vous avez permis à des terroristes de... » Réponse : « Comme vos collègues de la police de Vichy qui arrêtaient des petits juifs en sachant que... , êtes-vous en train de nous dire que les enfants sont responsables de leurs parents ? ». Comme un malaise !

Pour en savoir plus sur tout cela, lire *Oui, nous avons hébergé un terroriste... de trois ans* de Jean-Marc Raynaud et Thyde Rosell, Éditions libertaires, 184 pages + 16 pages d'iconos, 12 €, en vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75 011, Paris, chèque à l'ordre de Publico, rajoutez 10 % pour le port.

# Du pourrissement de la **psychiatrie**

Lutte à l'HP de Caen



J. M.-H.

**DEPUIS MAINTENANT** plus d'un an, les salariés de l'hôpital psychiatrique de Caen sont en lutte contre des réformes économique-politiques qui, par là même, tendent à imposer une idéologie libérale et à asseoir un capitalisme toujours plus monstrueux. Et ce sont ces mêmes réformes que subissent l'ensemble des hôpitaux et qui participent de la même volonté. Celle de la destruction du service public au profit du privé et du lucratif, celle de la concurrence effrénée entre les institutions, celle de l'uniformisation des pensées et des pratiques et enfin celle de l'administration rationnelle et utilitariste du vivant.

Comme tout bon syndicat qui se respecte, la CGT et SUD de l'HP de Caen s'opposent toujours aussi fermement à la dictature de l'État qui subrepticement ordonne ces réformes via des directeurs orgueilleux et sur-déterminés. Il s'agit de la suppression de 30 postes, de la liquidation de 5 RTT, de faire payer certaines consultations, ou encore de mettre en place des chambres payantes. Pour cela, ils bloquent avec l'aide d'un paquet de

salariés (jusqu'à 300 pour certaines actions) les instances qui sont nécessaires à l'application desdites mesures.

Justement, début septembre, il y en avait une convoquée à l'Agence régionale de santé (ARS) — sorte de bunker administratif impénétrable, alors que jusqu'à maintenant toutes les instances se déroulaient à l'hôpital.

## Actions

Les salariés ont alors décidé de bloquer les admissions au sein de l'hôpital. En fait, pour être précis il faut parler de filtrage, car les gens en lutte qui tenaient un piquet de grève quotidien de 7 heures à 23 heures laissaient rentrer un bon nombre de patients, qui pouvaient également rentrer la nuit.

Malgré tout, cela créa des problèmes en amont et notamment au sein des urgences psychiatriques du CHU de Caen qui, après quelques jours de grève, se sont vite trouvées saturées. L'ARS a donc envoyé ses sbires pour inspecter et faire pression sur les salariés des urgences qui étaient largement solidaires du

mouvement syndical. C'est à ce moment-là que les bien-pensants se sont « désolidarisés » du mouvement, mettant en avant une compassion dépolitisante et une indignation sans perspective historique du conflit. En plus de ce « piquet de grève filtrage », il faut relater des actions à l'extérieur de l'hosto (rassemblement à l'ARS, manifestation, die-in, diffusion de tracts sur les marchés), une belle autoréduction du self (180 repas gratuits) et l'occupation des locaux de l'administration.

### Les petits-bourgeois et autres moralistes de rez-de-chaussée

Ainsi, tous les penseurs « courttermistes » s'offusquent dans une compassion aiguë pour les quelques patients « pris en otage ». D'ailleurs dans ce cas, comme dans tous les autres, ne serait-ce pas à eux d'avoir le dernier mot.

Le soin à bon dos car, lorsqu'il est mis à sac par l'État et ses administrateurs du désastre, personne ne moufte ni ne déballe une éthique de façade. Mais lorsqu'il est mis entre parenthèses par quelques travailleurs (ayant également une éthique professionnelle ou du soin), afin de s'opposer à une idéologie mortifère ou à une destruction d'acquis sociaux, alors c'est la gabegie !

Quelles sont les priorités ? Que quelques personnes soient soignées ailleurs que dans leur hôpital de référence pour quelques jours ou bien que ces mêmes personnes ne soient plus aussi bien soignées (ou plus du tout) pour les années à venir ?

Plus aussi bien car on dézingue la qualité des soins en amputant directement les moyens qui permettent le soin psychique ou qu'on fragilise davantage les soignants qui sont de plus en plus des soignés (ou plus du tout car on renforce une médecine à deux vitesses).

Bref, l'ingéniosité de ces moralistes de bon aloi est franchement incroyable, car au final ils réussissent à ne pas être solidaires de celles et ceux qui se battent pour défendre quelques acquis arrachés à la classe dirigeante en des temps plus... combatifs.

### La position des médecins

La plupart des médecins représentent tout à fait ce genre de personnes qui hurlent contre les méchants bloqueurs. Les technocrates de l'ARS de Basse-Normandie s'en réjouissent : la plupart des médecins sont mous du ventre. Et tandis que certains tirent à gauche, que d'autres tirent à droite, la partie du centre se débat pour un oecuménisme flasque et un consensus faiblard et inaudible. Et évidemment, la majorité s'en fout complètement. Résultat, le directeur a un boulevard pour avancer ses pions.

Mais en attendant il préfère se planquer dans les locaux de l'ARS qui sont toute l'année en « plan vigipirate écarlate » et qui lui sont affectés spécialement en ces temps de conflits sociaux. Aussi, les médecins sont pour des négociations et s'obstinent dans cette direction bouchée par la direction



depuis le début. Les négociations qu'ils souhaitent sont presque celles que demande la CFDT et qui consistent à choisir la scie qui coupera la branche sur laquelle nous sommes assis. Ils se posent en tant qu'arbitres, gestionnaires et garants du bon déroulement du conflit qu'ils considèrent comme étranger à leurs intérêts de classe et de corporation.

### La fin du conflit grâce à la justice de classe

C'est donc en toute logique que les syndicats, malheureusement pas du tout dépassés par les salariés, reconduisent les piquets de grève jour après jour. Sauf qu'après plus d'une semaine de tension c'est la dégringolade. La direction de l'hosto a assigné en référé lesdits syndicats devant le tribunal administratif. À peine 48 heures pour préparer une défense et le verdict tombe.

Chaque syndicat doit payer 1 000 euros à la direction et, si un nouveau rassemblement est appelé devant des instances ou gênant les admissions, c'est 1 000 euros par personne et par jour de présence. Dans le jugement, le flou règne autant dans l'espace que dans le temps à propos desdits rassemblements. Un appel a été déposé au Conseil constitutionnel, mais le délai de réponse est de plusieurs années.

Donc, en attendant, rien ne se passe ? On se demande pourquoi l'État laisse encore la possibilité aux syndicats d'exister ? En effet, dès que le rapport de force est en leur faveur, la justice bourgeoise les condamne lourdement, ne laissant guère de possibilité de poursuivre les hostilités. Ou bien il faudrait ruser, saboter, incendier, etc., pour montrer de quel bois on se chauffe...

### Quelles perspectives ?

Ce qu'il y a de rageant dans ce combat, c'est que quasiment rien n'est débattu en termes de perspectives de luttes, de résistances et d'alternatives aux obligations de l'État thérapeutique. Nous sommes dans un jus quotidien bien trop aliénant pour cela. Par conséquent, quasiment rien n'émerge sur le fond politique alors que nous ne partons pas de rien (collectifs antipsy, mouvements infirmiers, etc.) et qu'il y aurait tant à dire et à débattre.

Ces temps de lutte collective ne devraient-ils pas être aussi l'occasion de discuter des logiques qui sous-tendent les réformes gouvernementales, de l'idéologie libérale et autoritaire qui s'amène avec la santé mentale ? Ne serait-ce pas l'occasion de trouver d'autres formes de soins qui échappent aux contraintes économiques, aux hiérarchies néfastes, et aux contrôles chronophages ? Ne serait-ce pas le temps de faire du lien avec les autres luttes locales, nationales, voire internationales (le gouvernement grec vient de fermer les deux plus grands HP du pays mettant en avant des arguments antipsychiatriques...!) et surtout de laisser la place aux psychiatisés ?

Aussi, il est à déplorer que la lutte se soit cantonnée à l'enceinte hospitalière et qu'aucun pont n'ait été fait avec les boîtes ou les autres structures sanitaires du coin. Et ce n'est pas avec des manifestations traîne-savates bien encadrées par les centrales syndicales (comme celle qui eu lieu à Paris contre « l'hôstérité » le 23 septembre dernier) que le gouvernement va plier. Il est donc nécessaire de continuer à œuvrer pour la solidarité entre les travailleurs mêmes et les autres pauvres enragés et pour la convergence des luttes et autres actions et sabotages simultanés... J. M.-H.

# Je n'aime pas l'entreprise !



L'entreprise est, trop souvent, à l'origine de ce *burn out* qui peut rendre fou celui ou celle qui est dominé par le travail. La tâche obligée peut, effectivement, produire des désastres moraux qui ne sont pas reconnus par la médecine du travail. Comme il n'y a pas de place pour la révolte, il ne reste que l'astreinte. Bien évidemment, le travail dans la joie est plutôt rare, et n'existe que dans l'imagination de ceux qui se donnent le droit de l'imposer. Nous n'en sommes plus à cette abominable proclamation affichée par les nazis à l'entrée de leurs camps de la mort « *Arbeit macht frei* », c'est fort heureux, mais l'entreprise se contente de tuer à petit feu ceux qui sont livrés au travail répétitif ou parcellaire.

## Maurice Rajsfus

Matricule de Sécurité sociale  
012875110160 44

LORS DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ du Medef, devant un parterre de patrons épanouis, Manuel Valls avait lancé : « J'aime l'entreprise ! » Belle manière, pour ce social-démocrate endurci, de faire allégeance à ce que la France peut compter de praticiens de la pire réaction sociale. Cela fait plusieurs décennies que ces « suceurs de sang de l'ouvrier », comme on disait jadis, s'évertuent à détricoter ce code du travail, considéré par nos entrepreneurs comme un obstacle à la liberté d'entreprendre.

### Haro aux corps intermédiaires

Ceux qui estiment que le qualificatif de chef d'entreprise est plus convivial que celui de patron ne cachent plus guère leur volonté d'en finir avec ce qu'il reste de conquêtes sociales, fruits de plus d'un siècle de luttes. Il est vrai que ces belles âmes, qui s'appliquent à réduire la valeur des salaires en augmentant le

temps de travail de ceux qui ont encore un emploi sont souvent rejoints par certains leaders syndicaux, comme le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger qui, dans les derniers jours de septembre joignait sa voix à celle du Premier ministre, en proclamant à son tour : « J'aime aussi l'entreprise ! ».

Déclaration d'amour tempérée, il est vrai, par ce bémol : « J'aime l'entreprise qui crée de l'emploi... » Il se trouve pourtant que l'entreprise détruit bien plus d'emplois qu'elle n'en propose, tout en acceptant, sans remercier, les importantes baisses de charges généreusement offertes à ces entrepreneurs qui n'ont rien à offrir en échange que cette promesse de créer un million d'emplois en cinq ans si l'on en termine avec les 35 heures, et que soient supprimés deux jours fériés, dans le même temps que serait acté le travail du dimanche et le travail de nuit. À quand le retour au travail

de mineurs de 14 ans, pour ceux d'entre eux dont il aurait été décidé qu'ils n'ont pas d'autre avenir que d'être condamnés aux emplois sans qualification, et donc sous-payés. Cela dans une société anesthésiée où le chômage et la précarité ne font que croître.

Les patrons pardon, les entrepreneurs osent tout. C'est à cela qu'il est possible de décrypter leurs discours, de moins en moins doux. Ces grands cœurs, qui aimeraient que leurs salariés viennent picorer dans leurs mains des largesses de plus en plus étroites, n'ont qu'une volonté: réduire les droits acquis de ceux qui continuent néanmoins à qualifier de «partenaires sociaux». Ces belles âmes aimeraient bien en finir avec les Comités d'entreprise et les Comités d'hygiène et de sécurité, qui seraient un frein à la production et donc au profit bien tempéré. Tout comme ils se débarrasseraient bien volontiers de ces délégués du personnel qui, bien que «partenaires sociaux», se comportent le plus souvent comme d'affreux gêneurs. De la même façon, à quoi peuvent bien servir ces sections syndicales d'entreprise, régulièrement fermement de grèves revendicatives n'ayant d'autre objet que de mettre en péril ces entreprises de moins en moins créatrices d'emplois?

### Il y a un siècle, les prolétaires luttèrent pour la journée de 8 heures

Dans ce climat de régression sociale, nos syndicats «représentatifs» ne cessent de faire profil bas, se laissant parfois aller à susurrer que les patrons ne sont pas raisonnables, et qu'il serait peut-être possible de s'entendre sur des revendications moyennes et peu coûteuses. Bien sûr, il y a bien, de temps à autre, quelques manifestations et défilés traditionnels \_ sans doute pour ne pas mettre à mal ces peu fructueux rapports entre «partenaires sociaux».

Oubliés ces combats d'un prolétariat opprimé, lorsque la revendication de la journée de 8 heures avait conduit à de sanglants affrontements avec les forces de l'ordre, comme cela avait été le cas lorsque Georges Clemenceau (idole de Manuel Valls) était ministre de l'Intérieur.

Oublié ces 1<sup>er</sup> mai de lutte, devenus «Fête du travail» depuis le régime de Vichy en 1941.

Oubliée la fierté ouvrière alors qu'il semble de plus en plus évident que ceux que l'on ne qualifie plus d'exploités mais d'«assistés» lorsque chômeurs, apportent de plus en plus leurs suffrages au Front national.

Comme si les leçons de l'histoire avaient été remises au magasin des accessoires sociaux. Comment est-il possible que les plus démunis offrent à leurs exploités des verges pour se faire fouetter? Bientôt, sans doute, les syndicats jaunes pourront reprendre leur influence, comme jadis dans l'industrie automobile, particulièrement dans les usines Simca où ces bandes armées du capital faisaient régner la peur dans les ateliers?



### Comment pourrait-on aimer l'entreprise des «entrepreneurs»?

Je n'aime pas l'entreprise, en espérant n'être pas le seul dans ce cas. Je n'aime pas l'entreprise, celle qui brise les espoirs d'émancipation des travailleurs. Il est vrai que ce mot de «travailleurs» n'est plus de saison. De même que celui d'ouvrier paraît avoir été oublié également. On ne connaît plus que des salariés, qui seraient corvéables à merci, sauf à prendre la porte s'ils ne sont pas satisfaits de leur sort. Ceux-là n'ont qu'à aller voir ailleurs si un entrepreneur bienveillant veut bien les accueillir pour un salaire de misère. De moins en moins nombreux sont ceux qui se risquent à contrarier leur patron ou la hiérarchie harceleur qui le représente: la précarité acceptée peut donc devenir la règle, comme palliative au chômage.

Je n'aime pas cette entreprise qui se plaît à donner des leçons de civisme dans une société où nombre des cinq millions de chômeurs doivent leur sort à cette volonté entrepreneuriale de faire un maximum de profit aux moindres frais. Il en va de même de ces millions de précaires, tout comme des inquiets qui craignent de plonger à leur tour dans la précarité et n'osent donc plus formuler la moindre amélioration de leur pauvre statut, faute de connaître à leur tour la misère extrême.

Je n'aime pas cette entreprise — j'en ai connu — qui se veut paternaliste, en étant tout aussi féroce dans les faits, et dont les «entrepreneurs» valent bien les patrons de combat. Les uns et les autres bien décidés à faire comprendre ouvertement que les temps sont révolus des revendications sociales satis-

faites. Ayant été salarié durant quarante-six ans, j'ai eu l'occasion de bien connaître ces patrons de grosses boîtes, ou certaines de ces artisans durs envers leurs salariés, avec même parfois des comportements dignes de mœurs féodales. Comment pourrait-on accepter sans réagir cette nouvelle forme d'exploitation, qui nous propose brutalement un retour au passé, alors que nous vivons désormais dans un monde de haute technologie où il devrait y avoir du travail bien rémunéré pour tous si le produit de l'exploitation sociale n'était pas prioritairement financiarisé, plutôt qu'investi dans la production, pourrait s'interroger le naïf qui n'a pas compris les mécanismes du capitalisme moderne. Lequel ne se sent plus menacé comme cela avait pu être le cas il y a quelques décennies encore.

Je n'aime pas l'entreprise dont la volonté première est de briser le rêve d'émancipation de ceux qui ne se livrent pas à un travail choisi mais à une tâche imposée. Le travail, choisi, vieille chimère permettant d'envisager de gagner sa vie dans l'harmonie, pour le bien-être de tous. Avec cette utopie, considérée comme séditionnaire, où irait-on? En effet, si chacun d'entre nous pouvait décider de son avenir, sans demander la permission d'évoluer à ceux qui préfèrent river les salariés à des travaux sans autre intérêt que le profit attendu par les donneurs d'ordres.

### Faudrait-il faire des serments d'amour à l'entreprise?

Comment pourrait-on aimer le travail si l'on n'aime pas l'entreprise? Une telle interrogation devrait permettre toute une remise en cause de la société d'exploitation que nous



connaissions car le partage du travail, rejeté par nos moralistes, reste une utopie. Il faudrait travailler dur, et de plus en plus longtemps, pour mal vivre. Il faudrait supporter la hargne patronale et le comportement méprisant d'une hiérarchie intermédiaire pourtant elle aussi fragilisée, pour être en cohérence avec le nouveau type de société que l'on nous promet. Cela au nom d'une entreprise à laquelle nous devrions faire des serments d'amour.

Terrible avenir proposé à ceux qui ne vont pas tarder à nous succéder sur le marché du travail réduit aux caprices de patrons dont la qualification d'« entrepreneurs » proclamée devrait suffire à faire admettre que tout leur est permis. Y compris de licencier sans autre motif visible que le profit. Finalement, si l'entreprise était de droit divin, cela paraîtrait naturel de dominer une classe sociale de salariés soumis, puis résignés à leur sort. En plus, il faudrait même que les esclaves modernes soient satisfaits de leur condition. Un peu comme dans le *Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley où les « Beta moins », nombreux dans une société où l'horreur est masquée par l'ac-

ception du lot génétique attribué à chacun de ceux qui vivent heureux sous la férule des « Alpha plus ». Lesquels sont en capacité de dominer sans difficulté une masse droguée génétiquement et paraissant ravie d'une oppression acceptée car non ressentie.

Dans sa préface à l'édition de 1946 au *Meilleur des mondes*, Huxley était encore plus pessimiste que lors de la publication de son œuvre majeure, en 1931, avec cette réflexion, toujours d'actualité de nos jours.

« Un État totalitaire vraiment "efficient" serait celui dans lequel le tout-puissant comité exécutif des chefs politiques et leur armée de directeurs auraient la haute main sur une population d'esclaves qu'il serait inutile de contraindre, parce qu'ils auraient l'amour de leur servitude. Là leur faire aimer – telle est la tâche assignée dans les États totalitaires d'aujourd'hui aux ministères de la propagande, aux rédacteurs en chef de journaux, et aux maîtres d'école. »

Poursuivant son commentaire sur une utopie perverse, Aldous Huxley poursuivait son rêve d'avenir qui ne tarderait pas à devenir cauchemar s'il devenait réalité. « À mesure que diminue la liberté économique et politique, la liberté

sexuelle a tendance à s'accroître en compensation. Et le dictateur (à moins qu'il n'ait besoin de chair à canon et de familles pour coloniser les territoires vides ou conquis) fera bien d'encourager cette liberté-là. Conjointement avec la liberté de se livrer aux songes en plein jour sous l'influence des drogues, du cinéma et de la radio, elle contribuera à réconcilier ses sujets avec la servitude qui sera leur sort. »

Qu'ajouter de plus pour signifier mon rejet de l'entreprise : celles que j'ai connues, celles qui oppriment les salariés de nos jours, tout comme celles que l'on prépare pour vivre des lendemains qui déchantent. Je n'ai jamais aimé l'entreprise, en tout cas telle qu'elle est conçue par les entrepreneurs, surtout scrupuleux de leur pouvoir coercitif. Les êtres humains, dont la grande majorité est durement exploitée, ne connaîtront véritablement la liberté à laquelle ils ont droit que lorsqu'ils seront définitivement débarrassés de ces entrepreneurs qui nous offrent, parfois, des emplois chichement rémunérés.

Alors, bien évidemment, je n'aime pas l'entreprise!

M.R.

# Une analyse **anarchiste** de la théorie du privilège



Par l'assemblée de femmes

de la Fédération anarchiste britannique

Traduit par le groupe *Regard noir*  
de la Fédération anarchiste

## But et définitions

Le but de ce texte est de présenter une analyse anarchiste et de lutte des classes de la théorie du privilège. Nous sommes nombreux à penser que le terme «privilège» est utile pour parler de l'oppression liée à la classe économique. Mais il peut aussi nous aider à comprendre comment diverses oppressions affectent nos relations sociales et le croisement de nos luttes au sein du prolétariat. Cette analyse est le fruit du travail de l'assemblée des femmes de la Fédération anarchiste (du Royaume-uni). Ce texte ne représente pas tous nos points de vue et fait partie d'une discussion en cours au sein de la FA.

Qu'entendons-nous – et que rejetons-nous – avec cette notion de «privilège»? Le privilège implique que quel que soit l'endroit où il existe un système d'oppression (tel que le capitalisme, le patriarcat, la suprématie blanche, l'hétéronormativité) il y a un groupe opprimé, mais aussi un groupe privilégié qui bénéficie de l'oppression que le système met en place<sup>1</sup>. Le groupe privilégié n'a pas besoin de soutenir activement le système d'oppression, ni même d'en être conscient pour en bénéficier. Les privilégiés tirent profit du fait d'être perçus comme la norme et subvenir à leurs besoins est considéré comme naturel, alors que le groupe opprimé est considéré

comme «les autres», et leurs besoins seulement à «prendre en compte». Parfois le groupe privilégié bénéficie du système de manière évidente, matérielle, comme quand on attend des femmes qu'elles fassent la plupart ou toutes les tâches ménagères, et que leurs partenaires masculins tirent un avantage de ce travail non rémunéré. En d'autres occasions, les bénéfices sont plus subtils et invisibles, et impliquent qu'on se focalise moins sur le groupe privilégié; par exemple, les jeunes Noirs ou Asiatiques ont 28 % plus de chances d'être arrêtés et fouillés par la police que les jeunes Blancs<sup>2</sup>. Il ne s'agit pas ici de dire que les jeunes Blancs ne sont jamais inquiétés par le harcèlement policier ou qu'être un prolétaire ou un Européen blanc immigré ne suffit pas pour être davantage harcelé par la police. Cependant, le fait est qu'un nombre disproportionné de Noirs et d'Asiatiques sont ciblés par rapport aux Blancs, ce qui signifie concrètement que, si on a de la drogue sur soi et qu'on est blanc, on a beaucoup plus de chances de s'en tirer que si on était noir. Au Royaume-Uni les Blancs sont aussi ceux qui risquent le moins d'être arrêtés, envoyés en prison, ou d'être victimes de crimes<sup>3</sup>. Les Noirs doivent faire face à un chômage encore plus grand au Royaume-Uni qu'aux États-Unis<sup>4</sup>. Nous ne citons pas ces chiffres pour

défendre l'idée que les personnes de toutes origines et de toutes ethnies devraient subir les mêmes injustices – mais parce que nous voulons créer une société au sein de laquelle personne n'ait à en souffrir. Mais pour arriver à cela il faut déjà comprendre comment les systèmes d'oppression fonctionnent, ce qui passe par reconnaître que, si les Noirs et les minorités ethniques ont plus de chance de pâtir de ces désavantages alors logiquement les Blancs ont moins de risque d'y être confrontés. Cela signifie qu'ils ont un avantage, un privilège, qui comprend également celui de ne pas avoir besoin d'être conscients de l'étendue du problème.

Un groupe privilégié peut aussi, d'une certaine façon, être opprimé par les attentes du système qui les privilégie, par exemple le patriarcat attend des hommes qu'ils ne montrent pas leurs faiblesses ou leurs émotions et on ne les croit pas capables de prendre soin de quelqu'un. Cependant, les hommes ne sont pas opprimés par le patriarcat parce qu'ils sont des hommes, mais parce que cette oppression est nécessaire pour maintenir celle des femmes. Pour que les femmes se voient comme des êtres fragiles, irrationnels et faits uniquement pour prendre soin des autres, elles doivent croire que les hommes sont forts, moins sensibles et incapables de s'occuper de

ceux qui en ont besoin. Pour cela, les hommes qui montrent leurs faiblesses, leurs émotions et leur capacité à prendre soin des autres sont punis par le patriarcat pour avoir trahi leur camp et laissé l'opportunité aux femmes de remettre en cause leur oppression.

Il semble évident que, lorsqu'il y a un groupe opprimé, il existe aussi un groupe privilégié, car un système d'oppression ne durerait pas longtemps si personne n'en tirait un avantage. Il est crucial de comprendre que les membres d'un des groupes privilégiés peuvent aussi être opprimés par d'autres systèmes d'oppression; c'est ce qui divise les luttes et met à mal l'activité révolutionnaire. Nous sommes divisés, socialement et politiquement, par un manque de conscience de nos privilèges, et de la façon dont ils sont utilisés pour dresser nos intérêts contre ceux des autres afin de briser notre solidarité.

Le terme «privilège» a une relation complexe avec la lutte des classes. Pour comprendre pourquoi, nous devons clarifier quelques-unes des différences et confusions entre classes économiques et sociales. La classe sociale décrit les

identités culturelles du prolétariat, de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie. Ces identités, tout comme le genre ou l'origine ethnique, sont des constructions sociales, fondées sur les préjugés et les attentes de la société vis-à-vis des membres de ces catégories. La classe économique est différente. Elle concerne les notions de prolétariat et de bourgeoisie du point de vue économique telles que Marx a pu les définir. Ces catégories s'articulent autour du capitalisme et sont centrées sur la question de la possession des moyens de productions, sans prendre en compte l'identité personnelle ou le statut social. C'est pourquoi un capitaliste riche et anobli comme Alan Sugar peut se décrire comme «un prolétaire qui s'en est bien tiré». Il n'est clairement pas un prolétaire du point de vue économique mais il s'accroche à cette identité dans l'espoir que cela atténue, ou excuse, l'exploitation au sein de son empire entrepreneurial. Il confond volontairement la classe sociale et la classe économique pour s'identifier à un groupe opprimé (la classe sociale ouvrière, ou prolétariat) et ainsi se dédouaner de son indéni-able privilège (en tant qu'individu apparten-

nant à la classe économique dirigeante). Faire partie de la classe dirigeante capitaliste rend impossible le soutien aux luttes contre ce système. Il en est ainsi car, à la différence de tous les autres groupes privilégiés, la classe dirigeante est directement responsable de toutes les exploitations dont se revendiqueraient les opposants.

Cela ne fait pas de la classe économique une oppression «première», ou des autres des oppressions «secondaires» mais cela signifie que la résistance au sein de la classe économique a des buts légèrement différents de ceux basés sur des luttes centrées sur l'identité culturelle. Par exemple, nous avons pour but de mettre fin au capitalisme au moyen d'une révolution au sein de laquelle le prolétariat s'emparerait des moyens de production de la bourgeoisie, et créerait une société anarcho-communiste dans laquelle il n'y aurait pas de classe dominante. Pour les autres luttes mentionnées cela ne marche pas tout à fait de la même manière – nous ne pouvons pas forcer les hommes à se défaire de leur masculinité, ou les Blancs à se défaire de leur couleur de peau, ou tous les envoyer à la guillotine et récupérer leurs pouvoirs et privilèges comme si c'était une ressource qu'ils amassaient. Au lieu de cela, nous devons analyser et comprendre les systèmes qui ont pour but de concentrer le pouvoir et les ressources dans les mains des personnes culturellement privilégiées et remettre en question les concepts de genre, de sexualité, de couleur de peau, etc., qui sont utilisés pour construire les identités qui nous divisent.

Une grande partie de l'indignation liée au terme «privilège» au sein des mouvements de lutte des classes vient du fait d'essayer de faire une comparaison directe avec les privilèges de la classe dirigeante, alors que cela ne fonctionne pas vraiment. Quelqu'un né dans une famille propriétaire d'une chaîne de supermarchés ou d'une usine peut, quand il en hérite, oublier cela. Il peut collectiviser cet empire et le donner aux ouvriers, aller y travailler lui-même en partageant équitablement les bénéfices avec tous les autres travailleurs. Les capitalistes peuvent, s'ils le choisissent, se défaire de leurs privilèges. S'ils choisissent de ne pas le faire, cela suffit pour les considérer comme de mauvaises personnes et se saisir de leurs privilèges par la force dans une situation révolutionnaire. Les hommes, les Blancs, les hétérosexuels, les personnes cisgenre, etc., ne peuvent pas se défaire de leurs privilèges – peu importe à quel point ils en ont envie. Ces privilèges leur sont imposés par un système dont ils ne peuvent ni sortir ni choisir d'arrêter de bénéficier. Cette comparaison avec les privilèges de la classe dirigeante amène beaucoup de personnes à avoir le sentiment qu'ils sont accusés de garder précieusement quelque chose qui ne leur appartient pas, et qu'ils sont réprimandés pour cela ou qu'on leur demande de se sentir coupable ou de s'auto-flageller pour absoudre leurs privilèges. Ce n'est pas le



cas. La culpabilité ne sert à rien ; avoir conscience de ses privilèges et agir de façon cohérente, en revanche, si. Si vous ne retirez rien d'autre de ce texte, au moins retenez ceci : vous n'êtes pas responsables du système qui fait de vous un privilégié, seulement de la façon dont vous y réagissez. Les privilégiés (autres que la classe dirigeante) ont un rôle crucial à jouer dans la lutte contre le système qui les privilégie – seulement ce n'est pas un rôle de leader.

### Répondre aux objections à la théorie du privilège

Alors s'ils ne l'ont pas choisi et qu'il n'y a rien à faire contre cela, pourquoi décrire ces gens comme des « privilégiés » ? N'est-ce pas suffisant de parler de racisme, de sexisme, d'homophobie, etc., sans offenser les Blancs, les hommes et les hétérosexuels ? Si c'est le terme qui est désapprouvé, il faut savoir que les activistes noirs radicaux, les féministes et les activistes queers ou handicapés utilisent fréquemment le terme privilège. Les groupes opprimés doivent mener les luttes contre leurs oppressions, ce qui signifie que ces groupes opprimés ont la légitimité pour définir ces luttes et les termes que nous utilisons pour en parler. Ce n'est pas aux groupes de lutte de classe, formés majoritairement d'hommes blancs, de décider pour les gens de couleur et les femmes quels mots sont utiles dans le combat contre la suprématie blanche et le patriarcat. Si on n'aime pas le terme mais qu'on est d'accord avec la lutte, alors faire preuve de solidarité concrète implique de laisser son malaise personnel en dehors des discussions, d'accepter que la terminologie a été choisie et se mettre à utiliser le même terme que ceux qui sont en première ligne de ces combats.

Une autre objection courante au concept de privilège est que cela crée un statut culturel par le simple fait de ne pas subir une oppression. On peut considérer que ne pas subir de discrimination systématique liée à sa couleur de peau n'est pas un privilège, mais seulement la façon dont les choses devraient être pour tout le monde. Être confronté au racisme est une aberration. Ne pas y être confronté devrait être l'expérience par défaut. Le problème est que, si ne pas être sujet à l'oppression est l'expérience par défaut, alors en être le sujet nous place en dehors de l'expérience par défaut, dans une catégorie spéciale, qui en retour rend une grande partie des oppressions invisibles. Parler de privilège révèle ce qui est considéré comme normal par ceux qui ne subissent pas l'oppression, mais qui ne va pas de soi pour les autres. Ainsi, parler d'homophobie révèle l'existence de préjugés, de stéréotypes sur la façon dont les hommes gays et les femmes lesbiennes se comportent, ou la violence frappant ces personnes à cause de leur sexualité. Il est inhabituel de trouver un anarchiste qui ne condamne pas cela. Mais parler de privilège hétérosexuel montre un autre aspect du système, le côté invisible : quel comportement est

considéré « typique » des hétérosexuels ? Il n'y en a pas. L'hétérosexualité n'est pas considérée comme une catégorie sexuelle, juste comme une absence d'homosexualité. On n'a pas besoin de se faire du souci sur le fait d'être considéré comme « trop hétéro » quand on va à un entretien d'embauche, vos amis ne vont pas penser que vous rejetez votre hétérosexualité si vous ne vous habillez pas, ou que vous ne parlez pas d'une manière assez hétérosexuelle, vos amis homosexuels ne vont pas se sentir mal à l'aise si vous les emmenez dans un bar hétéro, ou se demander s'ils vous mettent mal à l'aise en disant quelque chose d'ignorant à propos du fait de se faire draguer par quelqu'un du sexe opposé. Cette analyse va au-delà des préoccupations quant aux préjugés, ou à la discrimination, jusqu'au cœur même de ce que nous considérons normal et neutre, ce que nous considérons différent et autre, ce qui doit être expliqué, ce qui est considéré comme évident — les préjugés en faveur de l'hétérosexualité ne sont pas reconnaissables comme préjugés, parce qu'ils sont intégrés dans nos perceptions de ce qui est la manière d'être par défaut.

Il est utile de s'en rendre compte, parce qu'en observant les oppressions de façon isolée on a tendance à les attribuer à un préjugé personnel ou sociétal, une loi homophobe qui peut être abrogée, une discrimination raciale contre laquelle on peut légiférer. Hors de leur contexte, des termes comme « racisme », « sexisme », « handiphobie » ne décrivent pas la manière dont l'oppression est tissée dans le tissu de la société, et mènent à les considérer comme un élément normal de la vie, ou comme une tache facilement isolée qui peut être enlevée sans laisser de trace, laissant le tissu intact<sup>5</sup>.

La théorie du privilège est méthodique. Elle explique que mettre fin aux préjugés et discriminations n'est pas suffisant pour mettre fin à l'oppression. Elle montre pourquoi la société doit être organisée différemment. Quand les gens disent qu'ils sont « aveugles » à la couleur de peau, ils pensent dire par là qu'ils ne sont pas racistes, mais en réalité cela signifie souvent qu'ils jugent plus prudent d'ignorer les différences de contexte et d'expérience de vie dues à l'origine ethnique, et qu'ils s'attendent à ce que les priorités et les visions du monde de chacun soient les mêmes que ceux des blancs, qu'ils considèrent comme « normaux ». Cela signifie qu'ils pensent qu'ils n'ont pas besoin d'écouter les gens qui essaient de leur expliquer pourquoi leur situation est différente de la leur. Ils veulent mettre fin aux différences pour que tous soient égaux, mais en essayant d'ignorer ces différences ils les renforcent. Reconnaître les privilèges signifie admettre que des différences d'expérience dont nous n'avons pas conscience existent. Cela signifie être disposé à écouter quand les gens nous expliquent à quel point leur expérience diffère de la nôtre. Cela signifie qu'il faut concevoir une nouvelle « normalité » qui

pourra advenir dans une société structurée différemment, au lieu de gommer les expériences qui ne rentrent pas dans notre concept privilégié de « normalité ».

### Intersectionnalité et kyriarchie

La kyriarchie est un concept désignant les systèmes d'oppression combinés, l'idée est que le capitalisme, le patriarcat, la suprématie blanche, l'hétéro-normativité, la cisnormativité, la théocratie et d'autres systèmes auxquels nous n'avons pas forcément donné de noms, sont tous connectés, s'influençant et se soutenant réciproquement. Le mot « kyriarchie » est aussi un raccourci verbal pratique qui permet d'éviter d'avoir à lister tous les systèmes d'oppression chaque fois qu'on veut expliquer ce concept. Cela signifie que tous ceux qui luttent contre l'oppression, de quelque manière que ce soit, ont le même combat, nous luttons juste sur une myriade de fronts différents.

L'intersectionnalité repose sur l'idée que nous sommes privilégiés par certains de ces systèmes, opprimés par d'autres et que, parce que ces systèmes s'influencent, nos privilèges et nos oppressions s'entrecroisent. Cela signifie que chacun d'entre nous a sa propre expérience de l'oppression en fonction de sa combinaison particulière de classe, de genre, de race, de sexualité, de handicap, d'âge, etc.<sup>6,7</sup>

L'analyse de lutte des classes a tendance à séparer le capitalisme des autres systèmes dans la kyriarchie. Comme nous l'avons déjà expliqué, le capitalisme agit différemment des autres systèmes d'oppression basés sur l'identité et la culture, mais il serait trop simpliste de renvoyer ces oppressions à des aspects principaux ou secondaires du capitalisme. Le patriarcat, en particulier, a existé bien avant le capitalisme industriel moderne et, il y a des preuves à cela, avant même l'invention de la monnaie<sup>8</sup>, et il n'est pas difficile d'imaginer une société postcapitaliste au sein de laquelle les oppressions et rôles liés au genre soient toujours valables<sup>9</sup>. Les anarchistes étant opposés à tous les systèmes d'oppression, nous reconnaissons que ne combattre que le capitalisme n'est pas suffisant, et que les autres oppressions ne disparaîtront pas « après la révolution ». Si nous voulons une société postrévolutionnaire libre de toutes oppressions, il faut que tous les opprimés aient un rôle égal dans sa création, et cela signifie qu'il faut écouter les expériences d'oppression que nous ne partageons pas et essayer de comprendre comment chaque système opère : de manière isolée, en relation avec le capitalisme et d'autres systèmes d'oppression, et en tant que partie de la kyriarchie<sup>10</sup>.

Nous avons pour habitude de parler du sexisme ou du racisme comme étant des instruments de division de la classe ouvrière. La kyriarchie nous permet de sortir de la primauté de classe tout en gardant cette analyse présente à chaque instant. Tout comme le sexisme et le racisme servent à diviser au sein de la lutte des classes, le capitalisme et le racisme divisent au

sein des luttes de genre, et le sexisme et le capitalisme divisent les luttes antiracistes. Tous les systèmes d'oppression divisent les combats contre tous les autres systèmes avec lesquels ils s'entrecroisent. Ainsi nous expérimentons des contradictions personnelles dans la combinaison particulière de nos privilèges et de nos oppressions et nous privilégions les luttes qui nous semblent prioritaires au détriment des autres, ce qui nuit au final à la solidarité. C'est pourquoi le troisième article des «Buts et Principes»<sup>11</sup> de la FA (du Royaume-Uni) met en garde contre les alliances interclassistes, mais nous devrions également interdire les campagnes qui avancent la cause d'un groupe opprimé contre les intérêts d'un autre, pas juste contre une classe. Cela ne signifie pas que chaque campagne doit mettre en avant la cause de chaque lutte de manière égale, mais que nous devons être conscients de la façon dont nos privilèges peuvent nous rendre aveugles à d'autres oppressions au sein de notre action. Nous devons considérer un ensemble beaucoup plus large que la lutte des classes quand il nous faut analyser si une campagne fait progresser ou régresser le mouvement anarchiste. Être capable d'analyser et de montrer la façon dont les systèmes d'oppression s'entrecroisent est vital, de même qu'être capable de les attaquer à leurs intersections afin d'unir les luttes est certainement la meilleure façon de construire la solidarités entre divers fronts idéologiques.

### Quelques exemples

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, il y a eu différentes grèves de travailleurs masculins dans le textile contre les femmes employées dans leurs usines parce que leurs salaires, moins élevés, tiraient celui des hommes vers le bas<sup>12</sup>. L'intersection du capitalisme et du patriarcat signifiait alors que les femmes étaient opprimées par les capitalistes en tant que travailleuses et en tant que femmes (elles étaient exploitées pour un salaire moins élevé que les hommes), et par les hommes en tant que femmes et travailleuses (maintenues dans la sphère domestique, effectuant un travail encore moins bien payé). Quand les conditions ont changé avec la mécanisation, il a été plus difficile de restreindre les femmes à une répartition des tâches traditionnelle, les syndicats ont finalement entendu la voix de la raison et ont lancé des campagnes aux intersections des systèmes, autorisant les femmes à rejoindre les syndicats et menant des luttes pour que leurs salaires soient revus à la hausse.

Des années 70 à aujourd'hui, certains courants du féminisme radical ont refusé d'accepter la légitimité des luttes trans\*, refusant la présence de femmes transsexuelles dans les espaces féministes non-mixtes (voir les controverses à propos de Radfem 2012 et certain des ateliers à «Women Up North 2012» à propos de leurs politiques de «femmes nées femmes»). Le résultat est tel que nous l'avons décrit : au final, les plus opprimés prennent des

coups des deux côtés (ici du fait de la cisnormativité et du patriarcat) dans le cadre du féminisme, ce mouvement qui est censé être en première ligne de la lutte contre l'oppression qui affecte ces deux acteurs (le patriarcat), échouant à l'une de ses intersections les plus évidente. Cela a aussi mené à la scission du mouvement féministe et à la stagnation de la réflexion suite à l'échec de la communication avec les activistes trans\*, dont les priorités et les luttes recourent presque parfaitement celles du féminisme. Un élément plus positif parmi ces exemples récents est l'alliance de groupes de militantes féministes et trans\* pour contester la politique d'admission de Radfem 2012. Cela favorisant la communication, une plus grande solidarité et la possibilité d'actions communes entre ces groupes.

Les exemples précédemment cités montrent que penser à nos privilèges et oppressions est essentiel pour s'organiser, pour reconnaître les points sur lesquels les autres luttes se connectent avec les nôtres et quel peut être notre rôle dans ces situations, où nos expériences vont être utiles et où elles vont être problématiques, où nous devons écouter avec attention et où nous pouvons apporter une contribution constructive. Reconnaître qu'un privilège existe signifie également admettre que ce n'est pas seulement la responsabilité du groupe opprimé de défier le système qui les opprime, il en est de la responsabilité de tous, parce que faire partie d'un groupe privilégié ne signifie pas être neutre mais bénéficier d'un avantage. Ce qui signifie que lorsque nous rejoignons la lutte contre nos propres avantages nous devons avoir à l'esprit qu'il n'est pas question de devoir ou de culpabilité ni même d'altruisme, car toutes nos luttes sont connectées. Plus nous pouvons faire d'alliances en dépassant ces oppressions qui nous divisent, plus nous pouvons nous unir contre les forces qui nous exploitent. Aucun d'entre nous ne peut le faire seul.

### Le mythe des «Olympiades de l'oppression»

Les parallèles qui sont tirés entre les mouvements noirs et de femmes peuvent toujours se transformer en un bac mention : «qui est le plus exploité?». Notre objet ici n'est pas d'établir un parallèle. Nous cherchons à décrire cette imbrication complexe des forces qu'est le prolétariat ; nous cherchons à briser les relations de pouvoir parmi nous, sur laquelle est basée la règle hiérarchique du capital international. Aucun homme ne peut nous représenter en tant que femmes, pas plus que des Blancs ne peuvent parler de l'oppression vis-à-vis des Noirs ou y mettre fin eux-mêmes. Nous ne cherchons pas non plus à convaincre les hommes de l'intérêt du féminisme. En fin de compte ils seront «convaincus» par notre force. Nous leur offrons ce que nous offrons aux femmes les plus privilégiées : le pouvoir sur leurs ennemis. La récompense est la fin de leur oppression sur nous<sup>13</sup>.

Dire que quelqu'un a le privilège d'être

blanc ne signifie pas qu'il ne peut pas subir d'autres oppressions. Dire que quelqu'un souffre de l'oppression du patriarcat ne signifie pas qu'elle n'a pas bien d'autres privilèges. Il n'existe pas de système de compte pour déterminer à quel niveau on est privilégié ou opprimé dans notre relation à quelqu'un d'autre et ce serait inutile de chercher à en créer un. Le seul élément faisant qu'un privilège ou une oppression rende votre participation plus ou moins importante dans une lutte est l'expérience personnelle que vous avez de ce combat.

Une prolétaire lesbienne, handicapée et noire n'aura pas forcément une vie plus difficile qu'un prolétaire blanc, valide, hétéro et cisgenre, mais elle comprendra bien mieux les intersections entre classe, race, handicap, genre et sexualité. L'idée n'est pas qu'étant la personne la plus opprimée de la salle elle devrait mener la discussion, mais que son expérience lui donne une perspicacité que lui n'aura pas sur certains aspects de la lutte les plus pertinents, sur les exigences les plus efficaces, les patrons les plus problématiques, les meilleurs endroits et moments pour tenir un meeting, savoir comment formuler un appel à un meeting de masse pour qu'il touche un large éventail de personnes, ou les moyen de traiter les problèmes que ne connaissons pas des personnes subissant moins d'oppressions. Il devrait l'écouter, non pas parce qu'elle est plus opprimée que lui (même si elle l'est probablement) mais parce que c'est vital pour la lutte qu'elle soit entendue, et parce que les préjugés dans lesquels la société nous a conditionnées, et qui affectent même les plus intégrées socialement d'entre nous, continuent à rendre plus difficile le fait qu'elle soit entendue.

Certains soutiendront que les gouvernements, les organismes publics ou les entreprises sont connus pour utiliser des arguments similaires afin de mettre en avant ou de promouvoir des personnes en particulier dans des positions de pouvoir ou de responsabilité, soit dans une tentative bien intentionnée de faire en sorte que les groupes opprimés soient représentés, soit dans un exercice symbolique cynique pour améliorer leur image publique. Cela servant l'État et le capital, en encourageant les gens à croire qu'ils sont représentés et que leurs opportunités les plus efficaces de changement sont de soutenir ou de saisir ces représentants. C'est ce que nous dénonçons comme alliance interclassiste dans le troisième «Buts et Principes» de la FA, et évidemment nous nous opposons à l'idée que, par exemple, une femme Premier ministre, sera susceptible de faire quelque chose de plus pour les femmes prolétaires que ce qu'un Premier ministre homme ferait pour les prolétaires masculins. Il faut se souvenir que la théorie du privilège n'est pas un mouvement en soi mais une grille d'analyse utilisée par un éventail de différents mouvements, progressistes et radicaux, réformistes et révolutionnaires. De la même façon, la rhétorique de la solidarité et de l'unité de

# STOP POLICE BRUTALITY

## AGAINST WOMEN OF COLOR & TRANS PEOPLE OF COLOR!



classe est utilisée par des gauchistes pour gagner du pouvoir pour eux-mêmes, alors que nous utilisons ces concepts pour lutter contre les structures de pouvoir qu'ils utilisent. Le fait que certaines personnes se servent de la notion de privilège pour s'autopromouvoir comme leaders d'une communauté et candidats réformiste aux élections ne signifie pas que cela est le coeur du raisonnement ou le résultat inévitable de la théorie du privilège. Pour nous, en tant qu'anarchistes de lutte de classes, les identités qui nous sont imposées par la kyriarchie et les hommes politiques qui vont avec devraient servir à nous unir dans la lutte contre toutes les oppressions, pas à enraciner les constructions sociales, pas à s'autocongratuler de notre clarté de vue, pas à réclamer des droits particuliers en fonction de notre milieu ou de notre biologie, et certainement pas à créer une hiérarchie des plus opprimés pour les mettre en avant de manière purement symbolique dans les positions de pouvoir.

À la FA, nous admettons déjà dans nos «Buts et Principes» la nécessité d'une lutte autonome pour les gens appartenant à des

groupes opprimés; mais au lieu d'analyser cette nécessité, nous mettons seulement en garde contre les alliances interclassistes au sein des luttes. Les raisons non dites qui nécessitent pour elles et eux de s'organiser indépendamment est la question du privilège. Quelle que soit la raison à laquelle vous puissiez penser que rende cela nécessaire celle-ci découle du privilège: la possible présence d'agresseurs, le potentiel d'expériences d'oppression inconnues, dont on se méfie, qui peuvent être rejetées ou qui requièrent une grande quantité d'explications avant d'être acceptées et de pouvoir agir sur la question, etc. Des sentiments intériorisés d'infériorité sont même déclenchés par le fait que nous ayons conscience de la présence de membres du groupe privilégié. Cela a beau ne pas être de leur faute, ceci est néanmoins dû à l'existence de systèmes les privilégiant. La raison pour laquelle nous devons nous organiser de manière autonome est que nous avons besoin d'être libérés de la présence de privilèges pour pouvoir parler librement. Après avoir parlé librement, nous pouvons nous identifier et travailler à changer

les conditions qui nous empêchaient de le faire avant – mettre à mal l'influence de ces systèmes sur nous-mêmes et diminuer le privilège des autres dans leurs relations avec nous – mais la libre parole doit venir premièrement.

Assimiler le fait de parler de «privilège» avec le libéralisme, l'électorisme et les luttes interclassistes, c'est refuser aux groupes opprimés l'espace et la parole pour identifier leurs expériences d'oppression et s'organiser contre le système qui les opprime. Si nous admettons que ces espaces sont nécessaires, et que c'est possible qu'ils fonctionnent sans être récupérés par le libéralisme et les luttes interclassistes, alors on doit admettre que la théorie du privilège ne mène pas nécessairement au libéralisme et aux luttes interclassistes. Cela a beau être le cas lorsque cette approche est employée par les libéraux et les réformistes, ce n'est pas ce qui se passe lorsqu'il s'agit d'anarchistes révolutionnaires se réclamant de la lutte des classes. La théorie du privilège n'est pas plus dépendante du libéralisme que l'idée de lutte des classes n'est dépendante du léninisme.

## L'analyse de lutte des classes du privilège

Tout cela peut, de prime abord, sembler faire de la lutte des classes une lutte parmi tant d'autres, mais la façon d'agir de la classe dominante est si particulière qu'elle place sous sa coupe tous les autres systèmes d'oppression. Alors que chaque système peut être utilisé comme un «contexte» pour les autres, selon les intersections auxquelles on s'attache, le capitalisme est particulièrement important parce que ses privilégiés ont un contrôle explicite sur les ressources et moyens de production plutôt qu'un simple statut culturel de normalité par défaut. Ces oppresseurs sont forcément actifs, ils ne peuvent bénéficier passivement ou involontairement de l'oppression des autres. La bourgeoisie et le prolétariat ont des intérêts antagoniques alors que les privilégiés et les opprimés d'autres groupes ou d'autres systèmes ont seulement des intérêts qui diffèrent, et qui diffèrent de moins en moins à mesure que l'influence de ces systèmes est réduite.

Cela ne fait pas de la classe économique l'oppression principale, ou des autres questions des oppressions secondaires, car nos oppressions et privilèges s'entrecroisent. Si la question des femmes était considérée comme secondaire à la question de classe, cela impliquerait que les problèmes des hommes prolétaires seraient plus importants que ceux des femmes prolétaires. La classe économique n'est pas tant la lutte principale que la lutte qui englobe l'ensemble. Les problèmes qui touchent uniquement les personnes queers de la classe dirigeante (comme les membres de familles aristocratiques qui ne peuvent faire leur coming out et doivent se marier pour le bien de la lignée familiale) ne sont pas hors de nos préoccupations mais sont complètement hors de propos car ils font partie des problèmes qui vont complètement disparaître après la révolution, quand il n'y aura plus de classe dirigeante pour appliquer ces problèmes à elle-même. Nous pouvons condamner le racisme, le sexisme, l'homophobie et le snobisme général de la classe dirigeante sur elle-même, mais nous n'avons pas les mêmes intérêts que leurs victimes, y compris pour ceux avec qui nous partageons une identité culturelle, parce qu'ils restent nos oppresseurs directs et actifs.

Quand nous essayons d'appliquer cela à d'autres intersections que la classe économique, nous ne pensons pas que les préoccupations soient toujours spécifiques au groupe privilégié, mais nous trouvons que la perspective de militants privilégiés reste toujours trop étroite pour nos campagnes. Par exemple, une écrasante majorité d'organisations féministes blanches de la petite-bourgeoisie des années 60 et 70 ont été critiquées par les femmes de couleur et handicapées, car elles se focalisaient uniquement sur le droit à l'avortement alors que les femmes

portoricaines et handicapées faisaient face à des campagnes de stérilisation forcée, et que beaucoup n'avaient pas accès au minimum vital durant la grossesse et l'accouchement. Bien que l'accès à l'avortement ne fût certainement pas sans rapport avec ces femmes, les campagnes se sont centrées sur l'accès à l'avortement, et ont complètement oublié les problèmes de celles à qui on refusait le droit d'avoir un enfant. Beaucoup de mouvements féministes parlent maintenant de «droits reproductifs» plutôt que de «droit à l'avortement», et demandent des services de planings familiaux gratuits ou abordables qui incluent l'avortement, la contraception, les dépistages, les soins prénatals et postnatals, qui sont des demandes pertinentes pour les femmes de tous milieux.

Nous devons nous forcer à faire attention aux campagnes qui, à cause du privilège de ceux qui les ont mises en place, font preuve de manque d'analyse sur la façon dont un problème diffère selon les intersections. Nous devons élargir nos campagnes pour inclure les perspectives de ceux qui sont touchés par les problèmes que nous couvrons. Cela nous permettra de rassembler plus de luttes, de mettre en place une plus grande solidarité, de lutter contre plus d'oppressions et de construire un mouvement qui défiera la kyriarchie entière, ce qui est le seul moyen de mettre fin à chacune de ces oppressions, capitalisme inclus.

### F. A. B.

peut considérer une petite tranche du gâteau sans prendre en compte sa totalité, car c'est le fait que d'autres s'accaparent l'essentiel qui rend sa propre tranche si petite. Prétendre le contraire rend invisible la notion de privilège et ceux qui en bénéficient.» Allan G. Johnson, *Privilege, Power and Difference* (2006).

2. <http://www.bbc.co.uk/news/uk-16552489>  
<http://www.guardian.co.uk/uk/2012/jun/12/p>  
olice-stop-and-search-black-people (les statistiques ne sont pas disponibles pour l'Écosse)

3. <http://www.justice.gov.uk/downloads/statistics/mojstats/stats-race-cjs-2010.pdf>

4. <http://www.guardian.co.uk/world/2012/apr/13/black-people-unemployed-britain-us>

5. «Alors qu'il est important que les individus travaillent à transformer leurs consciences, en faisant des efforts pour être anti-racistes, il est également important que nous nous souvenions que le combat pour mettre fin à la suprématie blanche est une lutte pour changer un système, une structure... Pour que nos efforts pour mettre fin à la suprématie blanche soient vraiment efficaces, le combat individuel pour changer les consciences doit être intimement lié à l'effort collectif pour transformer ces structures qui renforcent et perpétuent la suprématie blanche.» Bell Hooks, *Killing Rage: Ending Racism*, 1995.

6. <http://whatever.scalzi.com/2012/05/15/straight-white-male-the-lowest-difficulty-settingthere-is/>

7. L'intersectionnalité en tant que terme et en tant qu'idée a été développée entre autres par: Kimberle Williams Crenshaw, Bell Hooks, Audre Lorde, Patricia Hill Collins, Leslie McCall, si vous souhaitez approfondir le sujet.

8. L'ouvrage de Graeber, *Dettes: les premières 5000 années* suggère que les jeunes femmes étaient utilisées dans certaines sociétés anciennes comme une première forme de monnaie ou de calcul de la dette.

9. Voir le chapitre avec toutes les femmes de ménage, d'entretien de service choisies pour leur beauté et sexuellement disponibles dans l'utopie de William Morris, *Nouvelles de nulle part*.

10. Une analyse anarchiste de l'intersectionnalité <http://libcom.org/library/refusing-waitanarchism->

11. «Nous croyons que combattre les systèmes d'oppression qui divisent le prolétariat, tels le racisme et le sexisme, est essentiel à la lutte des classes. Le communisme anarchiste ne peut être instauré si ces inégalités existent toujours. Pour être efficaces dans nos diverses luttes contre l'oppression, à la fois au sein de la société et du prolétariat, nous devons parfois nous organiser indépendamment en tant que personnes opprimées à cause de leur genre, sexualité, ethnie ou capacités. Nous faisons cela en tant que prolétaires, puisque les mouvements interclassistes cachent les réelles différences de classes et sont inefficaces. Une émancipation totale ne peut être accomplie sans l'abolition du capitalisme.» <http://www.afed.org.uk/organisation/aims-and-principles.html>

12. Voir le chapitre 7 de *The Struggle for the Breeches: Gender and the Making of the British Working Class* de Anna Clark.

13. <http://www.afed.org.uk/blog/state/327-a-class-struggle-anarchist-analysis-of-privilege-theory--from-the-womens-caucus-.html>

Des liens vers ces exemples sont disponibles sur des messages du blog Femme noire en colère <http://theangryblackwoman.com/2010/02/26/reproductive-justice-linkspam-a-starting-point/>, <http://theangryblackwoman.com/2008/04/14/poc-and-the-politics-of-medical-research/>

1 «Une forme commune du refus de voir les privilèges est le fait que les femmes et les personnes de couleur sont souvent décrites comme traitées inégalement, mais sans rapport avec l'avantage qu'en tirent les hommes ou les Blancs. Ce qui est incohérent. Le mot "inégal" implique qu'il existe à la fois ceux qui reçoivent moins que ce qui est juste et ceux qui reçoivent plus. Ainsi on ne

# Les religions sont-elles solubles dans la réaction ?

## Les agnostiques sont-ils de misérables traîtres à la cause anarchiste ?

**Philippe Corcuff**

Groupe Gard-Vaucluse  
de la Fédération anarchiste

UNE RÉCENTE DISCUSSION animée sur la liste nationale de la Fédération anarchiste me donne l'occasion de formuler quelques repères hérétiques sur un domaine souvent tabou dans les milieux anarchistes : les religions.

### **Anarchistes et religions : le double risque essentialiste et substitutiste**

Le point de départ de ces échanges a été la publication en ce mois de septembre, dans la collection Petite Encyclopédie Critique des éditions Textuel que je coanime, du livre de Stéphane Lavignotte : *Les religions sont-elles réactionnaires ?* Lavignotte est pasteur, théologien et engagé dans la gauche radicale et écologiste. Deux de ses livres précédents sont : *Au-delà du lesbien et du mâle. La subversion des identités dans la théologie « queer »* d'Elizabeth Stuart (Van Dierien, 2008) et *La décroissance est-elle souhaitable ?* (dans la collection « Petite Encyclopédie critique » en 2010). Le chapitre 2 s'intitule « Les religions, ça peut être réac... », mais le chapitre 3 avance : « Les religions, ça a pu être subversif... ». Cette seconde possibilité sem-

ble s'opposer à un des « principes de base » de la FA : « La lutte contre les religions et les mysticismes. » Pourtant, Lavignotte a une partie consacrée aux « anarchismes croyants » (pages 111-117) : Léon Tolstoï en Russie, le mouvement Catholic Worker et le réseau protestant Jesus Radicals aux États-Unis, Jacques Ellul en France... On pourrait ajouter une figure anarchiste américaine contemporaine de la convergence des mouvements ouvrier, antiraciste et féministe : Chris Crass, membre de la Tennessee Valley Unitarian Universalist Church<sup>1</sup>.

Lavignotte appelle à « une approche laïque du fait religieux », prenant appui sur l'histoire et la sociologie, pour « désessentialiser » les religions. Qu'est-ce à dire ? Qu'il y a une diversité d'usages historiques et sociaux des religions, parfois réactionnaires, parfois progressistes, parfois hybrides. Or une essence, c'est une entité homogène et durable. L'essentialisme ne voit plus alors les contradictions des réalités socio-historiques (comme les religions ou l'anarchisme) au profit d'une approche compacte. Le grand philosophe du XX<sup>e</sup> siècle

Ludwig Wittgenstein a associé cette dérive de l'activité intellectuelle à un écueil langagier : la « recherche d'une substance qui réponde à un substantif »<sup>2</sup>. Un substantif, c'est un nom comme « la religion » ou « l'anarchisme ». Et quand on a tel nom, on a tendance à aller chercher derrière, automatiquement, sans trop y réfléchir, une substance ou une essence, un truc clos et cohérent, positif (« l'anarchisme ») ou négatif (« la religion »). Wittgenstein caractérise aussi ce substantialisme ou essentialisme comme un « constant désir de généralisation » et un « mépris pour les cas particuliers ». Quand cela ne rentre pas dans la case fermée que l'on a constituée, on détourne le regard pour ne pas incommoder ses certitudes.

Mais une telle approche essentialiste des religions, tendant à les diaboliser, ne doit-elle pas rendre le militant de la FA plus autocritique quand il veut suivre le principe de base associé à « la lutte contre les religions » : la lutte contre « les mysticismes » ? N'y aurait-il pas un peu de « mysticisme » dans l'essentialisation des religions ? C'est-à-dire qu'un certain athéisme militant peut (pas

nécessairement) être emprunt de dogmatisme. «Dogmatisme» renvoie à «dogmes», souvent entendus comme des principes intangibles non discutables; principes beaucoup usités dans les églises, mais aussi dans les organisations politiques jusqu'aux organisations anarchistes, voire aux anarchistes indépendants. Et ces dogmes peuvent aussi susciter dans des cadres laïcs des sortes d'«excommunications». Dire cela, ce n'est pas tout mettre dans le même sac de manière relativiste, mais signaler des parentés partielles entre les dogmatismes religieux et certaines tentations dogmatiques laïques. Or la pensée libertaire ne s'efforce-t-elle pas, dans ses meilleurs acquis, de mettre à distance les dogmes dans le sillage de la philosophie des Lumières du XVIII<sup>e</sup> siècle? Je dirais sans doute, de manière un peu différente de Lavignotte, que les religions sont souvent réactionnaires, mais pas seulement et pas toujours. Avancer qu'on y trouve des tendances dominantes conservatrices et oppressives, ce n'est pas dire que ces tendances sont exclusives. Le combat à mener sur ce plan ne doit-il pas plutôt viser les églises, en tant qu'institutions globalement dominatrices? L'anticléricisme et la lutte contre les religions, ce n'est pas nécessairement la même chose, même s'il y a des intersections.

L'impératif de lutte contre les religions dans les mouvances anarchistes est souvent associé au thème de «l'aliénation» (dans ce cas «aliénation religieuse»). Il s'agirait de combattre la façon dont par les illusions religieuses les hommes ont été rendus étrangers à eux-mêmes. Et là le militant de la FA risque d'entrer en tension avec un autre «principe de base» de son organisation: «Nous devons faire en sorte que les classes sociales exploitées accèdent à la capacité politique nécessaire à leur émancipation.» Il s'agit bien d'auto-émancipation, du verbe pronominal s'émanciper, et pas du verbe transitif émanciper (comme certains pouvaient émanciper leurs esclaves). Cependant le militant anarchiste combattant les religions pourrait être subrepticement (à l'insu de son plein gré!) entraîné sur le terrain de l'émancipation des autres, à leur place, pour leur sortir de la tête les mauvaises idées. Comme une avant-garde éclairée qui chercherait à sortir de la caverne les masses «aliénées» pour les ramener à la lumière! Le jeune Trotsky, critiquant alors la vision du parti de Lénine, parlait justement de substitutisme (de substitution: l'élite se substitue aux opprimés dans leur émancipation)<sup>3</sup>; et puis plus vieux, se ralliant au bolchevisme, il a beaucoup donné lui-même et les trotskistes après lui dans le substitutisme... Les anarchistes devraient être davantage immunisés contre le substitutisme, mais le thème de «l'aliénation» (par les religions, par les médias, etc.) continue toutefois à les rendre poreux à cette dérive.

Tout cela ne renvoie pas qu'à des questions théoriques, mais aussi à des problèmes concrets actuels. Dans le climat islamophobe

d'aujourd'hui au sein des sociétés occidentales, peut-on se contenter d'être substitutistes face aux femmes voilées et d'en faire, de manière essentialiste, des êtres qui ne peuvent qu'être «aliénés»? Ou aura-t-on un jour l'audace d'envisager la possibilité de musulmans anarchistes susceptibles de lutter radicalement contre les conservatismes islamistes, le patriarcat et l'homophobie?

### L'agnostique: un «social-traître»?

Un deuxième problème abordé au cours des vifs débats au sein de la FA à propos des religions a concerné l'agnosticisme. J'ai (imprudemment?) avoué que, n'étant pas croyant comme Lavignotte, je me considérais toutefois davantage comme un agnostique que comme un athée stricto sensu. Nouveau branle-bas de combat! *Vade retro satanas!* «Un agnostique, c'est un peu comme un Normand: p'têt ben qu'oui, p'têt ben qu'non», «Un agnostique, une fois qu'on a viré Dieu par la porte risque de le faire rentrer par la fenêtre à tout moment»... L'agnostique, ce serait un peu l'équivalent, vis-à-vis des religions, du «social-traître» vis-à-vis du capital. Un être un peu torve quoi...

Il y a pourtant d'autres lectures de l'agnosticisme remontant à l'Antiquité grecque. C'est le cas chez un partisan de la démocratie grecque, Protagoras, beaucoup critiqué ensuite par Platon nettement hostile au pouvoir politique du commun. Protagoras écrivait ainsi dans son texte *Sur les Dieux*: «Touchant les dieux, je ne suis pas en mesure de savoir ni s'ils existent, ni s'ils n'existent pas, pas plus que ce qu'ils sont dans leur aspect. Trop de choses nous empêchent de le savoir: leur invisibilité et la brièveté de la vie humaine<sup>4</sup>.»

C'est un peu la variante France Gall/Michel Berger du rapport à la croyance religieuse: «Trop grand pour moi!» L'agnostique ainsi caractérisé ne peut pas basculer dans la croyance, car l'incertitude serait structurelle, et il ne pourrait rien dire définitivement d'un éventuel absolu religieux.

Par ailleurs, on peut mettre suggestivement en rapport cette analyse avec un autre fragment célèbre des *Discours terrassants* de Protagoras, particulièrement combattu par Platon: «L'homme est la mesure de toutes choses, pour celles qui sont, de leur existence; pour celles qui ne sont pas, de leur non-existence<sup>5</sup>.»

Ce qui peut signifier que les choses humaines ne peuvent relever que de référents humains et non d'absolus. Ce qui est assez logique dans une approche démocratique, et non élitiste, de la cité.

En associant les deux fragments, on pourrait formuler deux propositions associées: 1) une incertitude structurelle quant à l'existence des dieux, et donc comme on ne peut rien dire d'éventuels absolus, ils n'ont rien à faire dans les discussions à propos de l'organisation de la cité; et 2) une prise de position pour que les choses humaines (personnelles et collectives) ne soient gérées qu'en rapport avec des conventions humaines, et non des absolus

(divins ou autres). Alors «social-traître», l'agnostique?

Verra-t-on un jour des croyants et des agnostiques pleinement acceptés au sein d'organisations anarchistes composées de manière largement majoritaire d'athées? On peut rêver... mais c'est pas demain la veille! **P. C**

1. Voir C. Crass, *Toward Collective Liberation. Anti-Racist Organizing, Feminist Praxis and Movement Building Strategy*, Oakland (CA), PM Press, 2013.

2. L. Wittgenstein, «Le Cahier bleu (manuscrit de 1933-1934)», dans *Le Cahier bleu et Le Cahier brun*, Paris, Gallimard, collection «TEL», 1988, page 51.

3. L. Trotsky, *Nos tâches politiques* (1904), Paris, Denoël-Gonthier, 1970, [classiques.uqac.ca/classiques/trotsky\_leon/nos\_taches\_politiques/trotsky\_nos\_taches\_politiques.pdf].

4. Repris dans *Les Écoles présocratiques*, édition établie par Jean-Pierre Dumont, Paris, Gallimard, collection «Folio Essais», 1991, page 680.

5. *Ibid.*, p.678.

# « Je suis **libre** en tout ce qui ne peut vous nuire »

**CES MOTS SONT** extraits d'une phrase d'Anselme Bellegarrigue qui naquit en 1813 (la date incertaine de sa mort se situe entre 1868 et 1870); phrase que l'on retrouvera dans l'édition in extenso de ses textes politiques que nous présente Michel Perraudeau aux éditions de L'Âge d'homme.

Cela concerne *Au fait, au fait!* Interprétation de l'idée démocratique, de 1848. Puis *L'Anarchie, journal de l'ordre*, n° 1, d'avril 1850, et *L'Anarchie, journal de l'ordre*, n° 2, de mai 1850.

Il aura fallu l'opiniâtreté de Michel Perraudeau pour nous livrer cette édition intégrale et, également, sa patience d'enquêteur pour mieux faire connaître la vie de celui que l'on peut considérer comme le premier libertaire qui dispute cette antériorité à Pierre Joseph Proudhon qui serait le premier anarchiste; à moins que ce ne soit le contraire; mais cette préséance nous laisse indifférent; peu adepte de la compétition, nous ne trancherons pas.

Si Bellegarrigue a d'autres œuvres à son actif, ses textes expressément politiques tiennent en moins de 200 pages; et Michel Perraudeau nous prévient que nous ne trouverons dans ces textes ni « théorie économique », ni « construction scientifique », ni « système alternatif », ni « cathédrale conceptuelle ». Certes, mais quel entrain! Quel enthousiasme! Quel langage! Quel punch! Il faut le dire: Anselme Bellegarrigue a été avant tout un pamphlétaire, avec de l'emphase et de l'imprécation; de l'outrance, du moins à notre goût.

Premier libertaire sans doute, premier anarchiste individualiste sûrement; un individualiste « fraternel », ajoute Perraudeau (André Arru était un individualiste « solidaire » selon ses biographes). Bellegarrigue fut aussi le premier à faire une critique de la violence révolutionnaire; et cela nous importe: « Je ne crois point à l'efficacité des révolutions armées », écrit-il.

« Je défie qu'un fait d'armes s'accomplisse sans discipline; or, pas de discipline sans chef, pas de chef, non plus, sans subalterne. »

En particulier, dans le prolongement de la pensée de La Boétie, Bellegarrigue ouvre une brèche vers une réflexion désobéissante et

non-violente, quoique ce dernier mot soit abusif car parler de non-violence à l'époque, c'est trop dire.

« Vous avez cru jusqu'à ce jour qu'il y avait des tyrans! Eh bien, vous vous êtes trompés, il n'y a que des esclaves; là où nul n'obéit, personne ne commande. »

Il écrit encore: « Quand le peuple aura bien compris la position qui lui est réservée dans ces saturnales qu'il paie [...], il saura que la révolution armée est une hérésie au point de vue des principes; il saura que la violence est l'antipode du droit; et, une fois fixé sur la moralité et les tendances des partis violents, qu'ils soient d'ailleurs gouvernementaux ou révolutionnaires, il fera sa révolution à lui, par la force unique du droit: la force d'inertie, le refus de concours. »

Bellegarrigue mettra ainsi le doigt sur une idée qui aura bien de la peine à faire son chemin dans la tradition libertaire. Mais, en relisant Han Ryner, qui enseignait, entre autres, la patience, nous dirons après lui qu'il faut consentir « aux nécessités naturelles, aux lenteurs inévitables dans toute création qui doit durer ».

Toujours précurseur, Bellegarrigue a mis en avant une autre notion tout aussi étrangère à un esprit libertaire trop simpliste: le « droit », le droit non étatique, cela s'entend; ainsi que le feront les Hollandais Domela Nieuwenhuis, Clara Wichmann et quelques autres. Un livre de Thom Holterman, complétant *L'anarchisme*, c'est réglé, devrait paraître incessamment.

Mais Bellegarrigue ce n'est pas que cela: ennemi des partis et de leur goût du pouvoir, il veut la ruine « non pas d'un gouvernement mais du gouvernement »; le pouvoir qu'il souhaite, c'est celui de la commune contre la centralisation parisienne. Il prône également l'abstention électorale et récrimine contre ceux qui confient leur liberté à d'autres: « L'exercice du suffrage universel, loin d'être la garantie, n'est que la cession pure et simple de la souveraineté. »

Alors que Bellegarrigue n'a sûrement pas lu l'auteur de *L'Unique*, on trouvera des accents stirnériens dans ces textes; c'est cependant en individualiste qu'il écrit: « L'intérêt collectif ne peut être complet qu'autant que l'intérêt privé reste entier car, comme on ne peut entendre par intérêt collectif que l'intérêt de tous, il

suffit que, dans la société, l'intérêt d'un seul individu soit lésé pour qu'aussitôt l'intérêt collectif ne soit plus l'intérêt de tous et ait, par conséquent, cessé d'exister. »

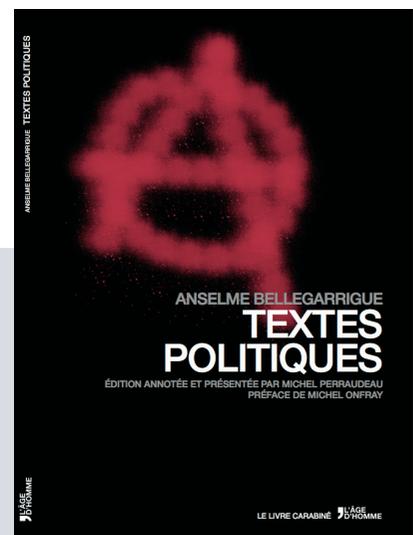
Bien sûr, Michel Perraudeau ne manque pas de contrer ceux qui voudraient cataloguer Bellegarrigue sous une étiquette libertarienne à la mode américaine. Cependant, nous ne doutons pas qu'il se trouvera des esprits critiques pour discuter de la chose. En effet, le propos de Bellegarrigue ne nous paraît pas toujours très clair. Ce qui est certain, c'est que Bellegarrigue n'est en rien un socialiste, même sous une pâle couleur libertaire.

Ainsi écrit-il: « Pour le moment, il [l'individu] travaille, donc il spéculé; il spéculé, donc il gagne; il gagne, donc il possède; il possède, donc il est libre. »

Libertarien, Bellegarrigue? Non, sans doute! Stirnérien, non plus! Et pas bakouninien, même quand il écrit: « Pour que je sois libre, il faut que vous le soyez. Sachez l'être! »

**André Bernard**

Cercle libertaire Jean-Barrué (Gironde)  
de la Fédération anarchiste



Anselme Bellegarrigue, *Textes politiques*, L'Âge d'homme, 2014, 196 p. Édition annotée et présentée par Michel Perraudeau. Préface de Michel Onfray.

# RADIO LIBERTAIRE

## Jeudi 16 octobre

18:00 > 19:30 **Si vis pacem.** Pacifisme et polar avec Patrick Pécherot.

20:30 > 22:30 **Jazzlib'.** Le saxophoniste français Barney Wilen a disparu des ondes, des mémoires et des objectifs. Nous allons réécouter l'apport de ce personnage singulier dans le jazz français et plus encore. Fratenswing.

## Vendredi 17 octobre

16:00 > 17:30 **Sortir du colonialisme.** Une émission internationaliste qui cherche à comprendre, décrypter et combattre la persistance et les ravages du colonialisme d'hier et d'aujourd'hui.

## Samedi 18 octobre

11:30 > 13:30 **Chronique syndicale.** Histoire du journal *l'Humanité*, 1904-1939 avec Alexandre

23:00 > 01:00 **Nuit off.** Série de 3 émissions sur le thème de la censure.

## Lundi 20 octobre

16:00 > 18:00 **Trous Noirs.** Un ouvrage collectif, *Actualité de Bakounine 1814-2014*, présenté par Philippe Pelletier qui l'a coordonné.

## Mercredi 22 octobre

18:30 > 20:30 **Femmes libres.** Interview d'une militante du mouvement du Nid, notamment sur l'analyse du strass.

# Communiqué

## Contre la terreur de l'État et la religion, liberté pour les peuples !

**DANS LE ROJAVA**, à l'ouest du Kurdistan, en territoire syrien, l'État islamique (Isis) a attaqué la ville de Kobané, à proximité des frontières de la Turquie, et la population est aujourd'hui confrontée à la brutalité de cette force autoritaire/obscurantiste.

Le Kurdistan, ainsi que d'autres régions, est touché par la violence de l'État islamique. La résistance du peuple est admirable. Ce sont les véritables forces de progrès. Il est, en effet, rien à attendre des jeux militaires des États-Unis, de l'Union européenne et des puissances régionales. Les différents États concernés utilisent la région comme un champ de bataille pour leur propre stratégie et pour vendre leurs armes.

Le rôle du gouvernement religieux de la Turquie est crucial dans la région. Il empêche, par la violence, le flux des familles de réfugiés, alors qu'il laisse passer les combattants islamistes en Syrie. Il est donc clair que le gouvernement turc est en guerre contre le peuple kurde.

Dans les régions kurdes, en dépit de la guerre, a été proclamée une révolution « démocratique » avec une forme de « confédéralisme démocratique ». Tout cela nous encourage à poursuivre notre travail et notre soutien au peuple du Kurdistan et d'ailleurs, en lutte contre la barbarie religieuse et

contre l'oppression étatique. De cette position, nous sommes contre toute intervention militaire de puissances régionales ou mondiales. Nous savons que toute intervention étatique agira contre les transformations sociales en cours.

Les femmes sont fortement investies dans tous les aspects de la société et dans les groupes de résistance. C'est une révolution des femmes contre le machisme et la société féodale et c'est probablement l'un des aspects les plus importants de ces événements.

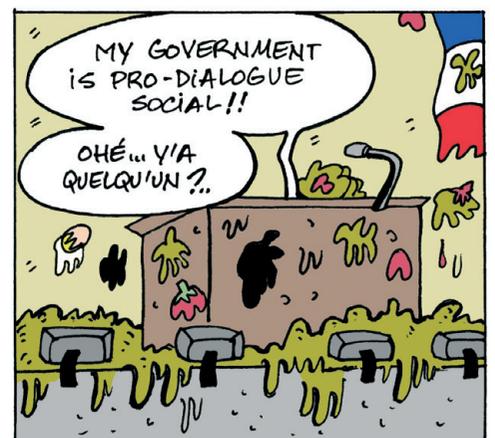
Les anarchistes en Turquie fournissent une assistance aux réfugiés et à celles et ceux qui combattent l'avancée de l'État islamique. Nous appelons toutes les organisations anarchistes à organiser des manifestations de soutien devant les ambassades, dans la rue, dans tous les endroits possibles; à diffuser l'information et à construire un soutien direct avec les organisations anarchistes en Turquie, au Kurdistan et ailleurs, qui se battent contre la barbarie religieuse et l'oppression étatique.

Pour l'émancipation des peuples.  
Solidarité internationale.

**Internationale des Fédérations anarchistes**

Rome, 4 et 5 octobre 2014

# PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



# AGENDA

## Jeudi 16 octobre

### Bordeaux (33)

19h00 A la rencontre de Flora Tristan. Lecture théâtralisée, à partir de textes de Flora Tristan, par le groupe de lecture Flora Tristan de la Maison des femmes. 18, rue Camille-Sauvageau.

### Foix (09)

20h30. Soirée de soutien aux opposants «barrage de Sivens» (Tarn). Constructions, ateliers, débats, plantations, concerts... Salle Jean-Jaurès

## Samedi 18 octobre

### Lille (59)

16h00. Quand les partis socialistes ouvraient la voie au déchaînement de la Première Guerre mondiale. L'Insoumise, 10, rue d'Arras.

### Paris XI<sup>e</sup>

17h30. Rencontre autour de concerts acoustiques. Avec Rachel. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

### Paris XVIII<sup>e</sup>

16h00. Conférence science-fiction et anarchie, animée par une militante du groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste. La Rue, 10, rue Robert-Planquette.

## Dimanche 19 octobre

### Florac (48)

18h00. Et si la Grèce inventait notre futur? Films, concerts, discussions débats. Les Volets rouges.

## Mercredi 22 octobre

### Rouen (76)

20h30. La fabuleuse histoire du punk, par Clive de Grenoble. Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

## Jusqu'au 24 octobre

### Paris XI<sup>e</sup>

Exposition sur la Commune de Paris. Tout le monde en a entendu parler. Beaucoup connaissent son histoire bien qu'elle ne figure pas dans les manuels scolaires. Éric Savignac et Dominique Guérin ont cherché dans les poussières du Second empire l'origine de cet épisode improbable d'un Paris libre et autogéré. Vingt planches, des textes, un album. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

## Vendredi 24 octobre

### Paris XI<sup>e</sup>

19h30. Soirée vidéo et discussion. Politique et handicap. Quand les corps gueulent et revendiquent! Projection du film *Bon pied, bon oeil et toute sa tête* réalisé en 1978 par Gérard Leblanc et le groupe Cinéthique. *Bon Pied, bon oeil et toute sa tête* analyse les handicaps dans l'histoire de leurs représentations et de leur contexte social et politique. Fondé autour de mai 1968, en même temps que le groupe Dziga Vertov, Cinéthique mêlait cinéma expérimental et engagement militant à travers sa revue et ses films. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

## Samedi 25 octobre

### Paris XI<sup>e</sup>

17h30. Rencontre autour de concerts acoustiques. Frédérique chante Gaston Couté et Pierre Mac Orlan. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

## Vendredi 31 octobre

### Paris XI<sup>e</sup>

19h30. Soirée vidéo et discussion. Projection du documentaire *Copier n'est pas vole*. Réalisé par l'association Coagul, il s'attache à démontrer que le partage à l'ère du numérique participe à l'enrichissement culturel

de chacun. Tout au long du documentaire, différentes personnalités se succèdent pour partager leurs opinions sur le partage, la copie, le droit d'auteur ou encore les licences libres... Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

## Vendredi 14 novembre

### Paris XI<sup>e</sup>

19h00. Rencontre et débat avec Gaetano Manfredonia pour l'ouvrage *Histoire mondiale de l'anarchie* (Éditions Textuel et Arte). De la Russie au Japon en passant par l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Argentine, Israël ou l'Égypte et bien d'autres pays encore, Gaetano Manfredonia présente ici une fresque de l'anarchie en une centaine de séquences, de 1789 à nos jours.

## Samedi 22 novembre et dimanche 23 novembre

### Lyon (69)

4<sup>e</sup> Salon des éditions libertaires. Le Centre de documentation libertaire, la librairie libertaire La Gryffe et les Amis de La Gryffe. 0478610225 (du lundi au samedi de 14 heures à 19 heures). 5, rue Sébastien-Gryffe. [salonzedlib@lagryffe.net](mailto:salonzedlib@lagryffe.net)



**NOVEMBRE  
2014**

poésie-films

performances

musique-chanson

expositions

théâtre-débats

rencontres

**ONSISTO**

**partout**

détaillé sur  
programme [rebellyon.info](http://rebellyon.info)  
[lagryffe.net](http://lagryffe.net) et [rebellyon.info](http://rebellyon.info)

